Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 2 JUIN
N° 199 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au IIe Congrès du PCRml
voir p. 2

PLUS-VALUES

Déluge d'amendement pour rayer le projet de loi

Le débat parlementaire sur le projet d'imposition des plus-values a été particulièrement agité. Un projet gouvernemental n'avait jamais rencontré une telle opposition de la part des députés des groupes de la coalition présidentielle

Des rangs de l'UDR, la riposte viendra de Claude Labbé, président du groupe parlementaire. Celui-ci ne demande rien moins qu'une transformation complète du texte. Papon, du même groupe parlementaire, le qualifie de *«texte démoralisant»*. Après cette avalanche d'attaques, la défense du projet est reprise par Pierre Uri au nom du Conseil Économique et Social. Uri est connu pour ses affinités avec le PS. Son intervention est vivement prise à partie par Papon et c'est le tumulte lorsque survient Fourcade qui tentera de défendre son projet devant ses députés.

Succédant à Fourcade, Chirac fait une intervention musclée pour appeler les groupes parlementaires de la coalition gouvernementale à soutenir le projet. Il ne semble pas qu'il puisse y arriver, voilà pourquoi on parle à nouveau de vote bloqué, procédure tombée en désuétude ces dernières années après avoir fait les beaux jours des gouvernements gaullistes. Le gouvernement demandera que le vote ait lieu sur le projet, modifié par les quelques amendements qui lui agréeront. Ceci afin d'éviter que le projet ne soit noyé sous un déluge d'amendements : il y en a six cents de prévus, de quoi faire durer la discussion plusieurs mois et vider totalement la loi de son déjà faible contenu.

Il avait misé sa propagande illusionniste sur la taxation des plus-values, il se montre aujourd'hui incapable de la faire avaliser par sa propre «majorité», belle marque d'impuissance !

Voir p.3

LIBAN HALTE A L'INTERVENTION SYRIENNE

Notre photo : l'Armée du Liban Arabe. Elle combat aujourd'hui les colonnes syriennes.

Hier soir, trois colonnes syriennes étaient en marche au Liban. Au Nord, elles se dirigeaient vers Tripoli, au centre vers Xahle, au Sud vers Tyr. L'invasion ouverte des forces syriennes a commencé lundi soir par l'intervention de deux mille hommes appuyés par soixante chars dans le Nord du pays. Ils prenaient prétexte de l'encerclement de deux villages chrétiens par des forces de l'Armée du Liban Arabe pour pénétrer au Liban. Avec les forces déjà présentes, ce sont plus de trente mille Syriens qui se trouvent à l'heure actuelle au Liban, et qui constituent les forces d'invasion.

Cette intervention est dirigée ouvertement contre les forces patriotiques libanaises ; le régime syrien prétend qu'il vient rétablir l'ordre. De quel ordre s'agit-il quand les troupes syriennes désarment les combattants patriotiques, quand les phalanges soutiennent l'agression ?

Attaquer les forces patriotiques libanaises aujourd'hui, c'est attaquer en même temps la Résistance Palestinienne. Depuis plusieurs jours, la Syrie exerçait des pressions de plus en plus fortes contre les Palestiniens. Des fedayin étaient arrêtés en Syrie, le chef de l'OLP lui-même était refoulé à la frontière syrienne, la semaine dernière. Dans les faits, en intervenant au Liban, la Syrie veut briser la Résistance Palestinienne.

L'invasion du Liban par la Syrie ne rencontre, à cette heure, aucune opposition, ni des États-Unis, ni de l'URSS. ET pour cause ! Chacune des deux superpuissances peut espérer y trouver son compte. Les États Unis, car l'étouffement de l'OLP pourrait faciliter une «solution américaine» sur le front du Golan, semblable à l'accord égypto-sioniste sur le Sinaï. L'URSS, parce qu'elle peut encore espérer que les contradictions inter-arabes fassent pencher de son côté le régime syrien.

Mais aujourd'hui, il n'est plus possible d'écraser la Résistance. Ses racines plongent profondément dans la lutte que mène tout le peuple palestinien, dans les territoires occupés, comme dans l'exil; et dont les soulèvements en Palestine même ont montré l'inépuisable vigueur.

RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUI DÉMOCRATIQUE

20 mai 73 - 20 mai 76

UN PEUPLE AU COMBAT

de notre envoyé spécial
Grégoire CARRAT

voir p.8

LILLE INCENDIE DANS 1 HLM 1 MORT

L'habitat capitaliste responsable

Un mort, plusieurs blessés graves, c'est le bilan d'un incendie qui s'est déclaré lundi soir aux «Biscottes», immeuble de la banlieue sud de Lille. Une fuite de gaz est à l'origine de cet incendie qui en quelques minutes a envahi les dix-huit étages de l'immeuble. La grande échelle de 45 m, propriété de M. Notebard, président de la communauté urbaine de Lille, n'arrivait malheureusement pas à la hauteur du 16e étage. Un locataire du 18e étage est mort, deux locataires du 17e sont blessés (grièvement brûlés), d'autres sont atteints plus légèrement. Tous les habitants de l'entrée ont été évacués mais leurs appartements sont presqu'entièrement détruits. Pour les locataires, en tout 4 000 personnes, entassées dans 880 logements, répartis dans deux immeubles, le sentiment, c'est la colère. Contre tous les responsables, ceux des CIL (Centre Interprofessionnel de Logement), comme ceux de la municipalité.

Explosions à Luxembourgville : 3 morts, une centaine de sans-abri

Voir p.3

LE SUBSTITUT CECCALDI DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE

Voir p.3

TRIBUNE DU 2e CONGRÈS DU PCRml

Suite à la tribune de Tobias Engel et Marc Hure, Paule Saconnet, journaliste au Quotidien du Peuple nous a écrit : «Que pourrait être le travail communiste dans le domaine de la culture ? » Nous faisons paraitre aussi la lettre de nos camarades postiers de la banlieue nord de Paris : nous aurons l'occasion de revenir sur les tâches des communistes dans la construction de l'offensive ouvrière. Nous continuons de recevoir des lettres sur le Portugal, nous avons choisi de publier dans ce numéro l'amendement d'une cellule de Rennes.

QUE POURRAIT ÊTRE LE TRAVAIL COMMUNISTE DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE ?

Il suffit de regarder la télévision, d'ouvrir son poste de radio, de lire la presse ou la production littéraire ou artistique destinée à une large diffusion pour se rendre compte que tous ces moyens culturels sont constamment utilisés par la classe dominante pour infiltrer -plus ou moins sournoisement- dans les masses son idéologie.

Comment lutter contre cette offensive de tous les instants et qui déborde le domaine strictement culturel ?

Allons-nous choisir la solution de facilité qui consisterait pour l'essentiel à fabriquer et à diffuser un audio-visuel révolutionnaire selon les objectifs fixés par le Parti ?

Certes, cela entre dans nos tâches d'être en liaison avec les masses en lutte, d'élaborer avec elles des chansons, des textes, des films, de mettre à leur service un savoir technique, dans la juste ligne du Parti. Et cela est d'autant plus important que le processus révolutionnaire se trouve dans une phase avancée, proche de l'affrontement.

Mais n'avons-nous pas d'autres tâches, aussi urgentes, aussi nécessaires ?

Celle d'être constamment sur la brèche pour dénoncer les manœuvres culturelles de la bourgeoisie (inutile de mettre à part le révisionnisme, puisqu'il ne quitte pas le terrain de la bourgeoisie).

Les travailleurs sont obligés de consommer la production artistique de la classe dominante, car la source culturelle majeure est la télévision, ou la radio et d'autre part les conditions de travail, de transport, d'habitat, de vie quotidienne ne permettent guère de choisir ses loisirs.

Alors, n'est-ce pas la juste application de la ligne de masse que de partir de ce que peuvent voir, entendre, lire les travailleurs pour en faire une analyse critique, pour en dénoncer les pièges parfois très subtils, et peut-être plus encore pour essayer de voir comment on pourrait traiter le sujet dans l'optique de l'idéologie communiste ?

D'autre part n'est-il pas également important, lorsqu'on parle de front culturel, de se mettre en contact avec ceux des artistes qui ont le désir d'œuvrer pour la révolution, de discuter avec eux de leur production, de les aider à casser leur isolement en facilitant leur liaison avec les masses, de les encourager à se poser plus franchement la question de «l'art au service de qui».

N'avons-nos pas non plus pour tâche, nous les communistes, d'enquêter pour découvrir et faire connaître le plus largement possible tout ce qui a été produit autrefois par le peuple, tout ce qui est produit actuellement dans tous les domaines de l'expression artistique, au sens politique du terme, et d'aider à développer cette production, embryons de la production prolétarienne qui s'épanouira, après la révolution, à la phase du socialisme ?

Cette initiative permettant aussi de lutter contre l'idée que se complait à répandre la bourgeoisie et selon laquelle la culture constitue un domaine à part qui ne peut être géré que par un petit nombre de spécialistes.

Toutes ces tâches pourraient se concrétiser dans le cadre du Quotidien et du Parti par un certain nombre d'activités précises.

- critiques régulières de ce que produit la bourgeoisie (libérale ou révisionniste) dans les secteurs importants de la culture (télé, radio, disques, livres, films...), ces critiques pouvant être faites non par des spécialistes, mais par tout lecteur ayant des positions de classe justes et comprenant l'importance de la lutte dans le domaine culturel.
- contacts, interviewes, débats avec des écrivains, des cinéastes, des peintres...
- enquête très large et très minutieuse à la fois, avec l'aide des correspondants, des lecteurs, des militants pour rechercher et diffuser largement toutes les manifestations, passées ou présentes, d'art populaire ou prolétarien.

La publication dans le journal des résultats de cette enquête permettant de regrouper des initiatives souvent très intéressantes, mais qui s'enlisent dans l'isolement.

- et bien entendu, production et diffusion de chansons, poèmes, récits, films dans le cadre de la lutte, selon les objectifs fixés par le Parti.

Paule Saconnet

A PROPOS DE : «A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE»

• Cette partie se limite en fait au programme revendicatif.

C'est tout à fait juste que le PCRml intègre dans son programme les revendications immédiates de la classe ouvrière : il ne s'agit
- ni de solutions que l'on propose à la bourgeoisie pour résoudre la crise (Programme Commun)
- ni de revendications «inacceptables» (programme de transition' trotskyste) dont la satisfaction entraînerait «l'effondrement de la bourgeoisie»
mais des mots d'ordre mis en avant par les ouvriers au cours des luttes, des mots d'ordre que les communistes doivent soutenir tout particulièrement parce que ce sont les mots d'ordre les plus résolus de lutte contre la crise.

• Cependant, cette partie, «à la bourgeoisie de payer la crise» devrait à notre avis comporter d'autres propositions tactiques que ces mots d'ordre. Tel qu'il est, le projet de programme laisse un vide entre les propositions de lutte immédiate et les propositions stratégiques : il y manque les propositions tactiques du Parti pour réaliser l'unité de la classe ouvrière, démasquer les révisionnistes, faire prendre conscience aux masses que la crise ne pourra se résoudre que par la révolution prolétarienne.

A notre avis, c'est essentiellement autour de deux questions que devraient s'articuler ces propositions tactiques :
- la lutte pour les libertés démocratiques
- la construction de l'offensive ouvrière.

La lutte contre la politique répressive du pouvoir est aujourd'hui une lutte extrêmement importante : si la bourgeoisie s'attaque aux libertés démocratiques, conquêtes de la classe ouvrière, c'est pour s'opposer au développement des luttes, pour prévenir un mouvement d'ensemble. Les communistes doivent mener la lutte contre toutes les atteintes aux droits syndicaux, au droit de grève, toutes les agressions contre les ouvriers en lutte, toute la campagne de la bourgeoisie sur la «sécurité des Français» ; dans cette lutte; il faut unir la classe ouvrière et le peuple, faire apparaître ce qu'est la démocratie prolétarienne qui s'oppose à la démocratie bourgeoise, faire apparaître le but stratégique : la dictature du prolétariat, dictature féroce sur les exploiteurs, démocratie la plus large pour les travailleurs.

Mener la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, c'est préparer l'offensive ouvrière : autour de la défense de ses droits, dans la lutte pour ses revendications, la classe ouvrière doit réaliser son unité. C'est la tâche des communistes de développer l'initiative des travailleurs, l'autonomie de leurs luttes par rapport aux révisionnistes et aux réformistes, de coordonner les luttes, branche par branche et localement, de construire le rapport de forces et le mouvement d'ensemble qui doit être un mouvement capital de la prise de conscience de la classe ouvrière.

Le mot d'ordre de notre Parti, c'est «Défendons nos droits, développons nos luttes». Notre cellule a chargé un camarade de rédiger un amendement dans le but de combler ce qui nous apparait comme un manque dans le projet de programme. Nous vous communiquerons cet amendement dès qu'il sera adopté par notre cellule. Qu'en pensez-vous, camarades ?

Cellule postiers
Paris-Banlieue nord

COMMENT PARTICIPER À LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

POUR VOUS PROCURER LE PROJET DE PROGRAMME COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port

SUR LE P«C»P

Camarades,

Nous avons relevé dans le projet de programme, au paragraphe «la crise des pays capitalistes», la caractérisation du P«C»P comme putchiste. Cela nous semble insuffisant pour rendre compte du projet politique des révisionnistes portugais, aussi proposons-nous l'amendement suivant :

«Au Portugal, sous la poussée des peuples des colonies et du peuple portugais, le régime de Caetano s'est effondré. Malgré un puissant mouvement populaire empêchant la remise en ordre bourgeois dans tous les domaines (usines, campagne, ouvrière...), le peuple n'a pas remporté la victoire décisive.

Le P«C»P, qui a tenté de s'emparer du pouvoir pour son propre projet de capitalisme d'Etat est le principal responsable de cette défaite qui a amené l'instauration d'un régime bourgeois».

Salutations communistes
Une cellule de Rennes

INFORMATIONS GÉNÉRALES

POLITIQUE

LILLE : INCENDIE DANS UN HLM, UN MORT

L'HABITAT CAPITALISTE EST RESPONSABLE

suite de la une

Les conditions de vie aux «Biscottes», pour les familles ouvrières, c'est d'abord l'insécurité permanente : pas d'éclairage dans les rues, pas de téléphone, pas de surveillance des garages souterrains. Deux incendies importants ont déjà eu lieu en janvier et en juillet 72.

Les incendies de caves, de poubelles, on ne les compte plus, au point même que l'usage des greniers puis celui des caves a été interdit. En cas d'incendie, la prévention n'existe pas, on ne peut s'enfuir que par les escaliers et il n'existe pour chaque entrée de dix-huit étages qu'un seul extincteur. Malgré cela, on compte dans certaines entrées parfois jusqu'à 250 enfants. Pour les habitants des «Biscottes» ce dernier incendie n'est pas un accident : *«C'est bien un assassinat»*. Un locataire nous raconte : *«J'ai vu un responsable CIL, il m'a dit que nous n'avions pas à nous plaindre, il n'y a eu qu'un mort alors que dans un immeuble à quatre niveaux, à Annapes, il y a eu quatre morts au cours d'un incendie... Nous sommes pour eux une source de revenus, quand nous avons payé, plus personne ne s'intéresse à nous»*. Un autre locataire intervient : *«Samedi dernier, on a volé un extincteur à notre entrée, on m'a dit d'attendre lundi pour en avoir un autre, nous sommes mardi et il y en a toujours pas»*

Les habitants des «Biscottes» réclament depuis longtemps des mesures d'hygiène, de sécurité dans les ascenseurs, la protection réelle contre les incendies, des responsables jour et nuit effectuent des réparations et prendre des mesures nécessaires, un poste téléphonique. *«Quand votre gosse est malade au milieu de la nuit, il faut aller téléphoner dans un café à l'autre bout de la ville»*. Les projets d'ailleurs existent, on promettait depuis longtemps aux habitants des aménagements. Dans sa presse, la municipalité PS annonce fièrement : *«Du nouveau pour le quartier sud de Lille»* et *«une vaste opération concertée pour les «Biscottes»*. Les habitants attendent toujours... Un responsable des comités de défense des locataires nous l'explique :

«Lorsque nous réclamons un éclairage extérieur, la municipalité et les CIL se renvoient la balle. Qui est responsable. En tout cas, pour tous les réaménagements prévus, le problème est de savoir qui va payer : les loyers augmentent tous les six mois et les charges dépassent la plupart du temps, les loyers (590 F pour un F4), c'est déjà beaucoup pour les familles qui habitent ici... Pour beaucoup les «Biscottes» ne sont qu'une cité de transit. Pour les familles immigrées (50 % sont des résidents), les pressions sont faciles : la direction des CIL sait que nous avons des difficultés à nous organiser et elle en profite... Nous accusons aussi Mauroy, maire de Lille, nous payons en moyenne 1 000 F de cote immobilière chaque année. A nous tous, nous rapportons environ 50 millions d'anciens francs à la communauté urbaine chaque année, nous sommes sans éclairage dans la rue et la grande échell n'atteint pas les derniers étages de nos immeubles...

La riposte ?

D'abord, de ne plus payer nos loyers et aller tous ensemble manifester jusqu'au CIL contre les conditions de vie et de logement.

Bureau de Presse de Lille

A la suite de cet incendie, on annonce qu'une information judiciaire a été ouverte. Une tentative de diversion se prépare : il serait question d'incendie criminel. Incendie criminel. Oui, mais les responsables ce sont ceux qui ont construit ce logement et l'ont laissé en état permanent d'insécurité.

Série d'explosions à Luxembourgville : 3 morts, une vingtaine de blessés, une centaine de sans-abri

On aurait cru un tremblement de terre. Pour se rendre compte au quartier du Tsattenthal à Luxembourgville, il faut s'éloigner du centre ville, là où les banques sont omniprésentes sur des dizaines d'étages. C'est qu'ici, on prétend à devenir la nouvelle Suisse, la capitale de l'Europe capitaliste. Alors, c'est propre, net, riche : mais dans le vieux Luxembourg, tout en bas, dans la vallée, il n'y a pas de banque, le pittoresque côtoie le misèreux. Tous ceux qui construisent les banques d'en haut sont parqués ici, en bas. Trois d'entre eux sont morts dans la nuit de dimanche à lundi, vingt autres blessés et une centaine de sans abris. Cette nuit-là, une série d'explosions a ravagé tout le quartier.

Vraiment ce quartier du Tsattenthal ressemble peu à la capitale du grand duché de Luxembourg : de vieilles maisons abimées, du linge qui sèche aux fenêtres, des gosses au teint mat, des gens qui parlent portugais. Aujourd'hui, on peut voir un triste spectacle : des maisons, des tas de pierres desquelles des meubles, des vêtements n'ont pas encore été retirés. Tout près du pont, une bouche d'égoût béante. Lorsqu'on s'approche on ne sent pas tant l'égoût que l'essence.

La catastrophe s'explique : il suffit de bien observer le quartier, d'abord l'Azette. Cette rivière, disons ce cours d'eau passe aussi de l'autre côté de la frontière en France, mais, de mémoire de villerutien, on l'a toujours appelée, La Vacherie, elle reçoit les égoûts. Mais, depuis quatre jours, elle sentait plus l'essence que les ordures. Partout dans les quartiers, les conduits d'égoûts ont sauté, les plaques en fonte sont arrachées du sol et partout, ça sent l'essence. Dimanche, dans la nuit, une série d'explosions à 300 m à la ronde, toutes les vitres sautent en éclat, les murs se fissurent, les maisons s'écroulent, les plaques d'égoût sont détruites. Dans les canalisations d'égoût, les explosions se succèdent en rafales comme si on avait miné le quartier remarque un rescapé.

Après les explosions, le feu a fini de détruire les maisons ; puis les canalisations de gaz ont été arrachées, le bilan aurait pu être pire encore. Sept heures, après l'explosion, on a retrouvé une fillette vivante sous les décombres. Les risques n'ont toujours pas disparu , alors que les rescapés à l'auberge de jeunesse.

Dans le quartier, c'est avec colère et indignation qu'on regarde les flics de la Grande Duchesse et l'armée luxembourgeoise s'affairer autour des décombres. C'est une fuite d'un dépôt d'hydrocarbure à quelques kilomètres de là qui a provoqué la catastrophe, et ce sont les égoûts qui ont servi de galeries aux explosions.

Michel LORI

A propos du débat sur les plus-values : petite visite dans un panier de crabes : la Bourse

Hier commençait à l'Assemblée Nationale le débat sur le projet de taxation des plus-values. Près de 600 amendements ont été déposés.

Devant les pressions réitérées de la bourgeoisie, devant les multiples protestations des milieux financiers et les menaces des députés de droite, le gouvernement a finalement reculé sur bien des points. Ce qui n'était au départ qu'une réformette bien gentille n'est plus qu'un texte complètement vidé de sens.

C'est ainsi que pour les actions, la moitié seulement des plus-values serait taxée, seule la seconde résidence secondaire serait taxée, la taxe sur les ventes d'objets d'art serait réduite à 2 %. Tout cela d'après l'accord qui serait intervenu entre Fourcade et les députés de la majorité.

A entendre les affairistes, on aurait cru qu'on les égorgeait, que la Bourse allait s'effondrer à tout jamais. En fait, ils auront eu plus de peur que de mal, si tant est qu'ils aient réellement eu peur. Nous nous sommes rendus à la Bourse pour voir ce qu'il en était exactement de cette angoisse profonde.

La Bourse est un vieux bâtiment austère. Des gens entrent et sortent, en costume seyant, le cigare à la bouche, la parole grave et bien placée. Mais quand on pénètre dans le saint-des-saints, il se produit une transformation radicale. Toute bonne éducation semble oubliée. On se bouscule, on crie. Des messieurs d'apparence très convenable hurlent des chiffres comme dans un marché à bestiaux. Ici la tenue vestimentaire, l'origine sociale comptent peu. Ce qui compte, c'est l'argent.

On voit des financiers à gros cigare se frotter les mains : *«Je les ai eues à mille balles !»*. Ou bien encore : *«Je les avais achetées à 739 et je les ai revendues à 740»*. A côté des agents de change, il y a toute une faune de gens d'origine visiblement peu élevée, plutôt portés sur la grosse plaisanterie, mais ni les uns ni les autres ne semblent gênés de coyoter des gens qui ne sont pas de leur milieu : c'est la grande fraternité du fric. Quelques personnages marginaux ne sont même pas remarqués : un clochard est là, le béret basque enfoncé jusqu'aux yeux, le parapluie sur le bras, un vieux cartable à la main : il scrute attentivement les cotes, peut-être spécule-t-il ?

Le sujet de conversation favori ce matin-là, c'est la progression d'Alsthom. L'achat d'une centrale nucléaire par l'Afrique du Sud réjouit tous ces messieurs. Pas même parce c'est un succès pour Giscard. Comme le dit un des agents de change : *«Ils ne seront peut-être jamais payés»*. Mais en attendant, les cours montent, et il ajoute : *«Il faut prendre l'argent là où il est !»*.

Quant aux plus-values, les conversations vont bon train : *«Il faut une autre loi pour abolir cette loi» ; «C'est bien triste» ; «C'est un scandale» ; «Ça va nuire aux petits épargnants»* (!) *; «Avec tout cela, les cours sont irréguliers»*. Mais en définitive, ce n'est pas l'angoisse ; les affaires continuent et les inquiétudes de la Bourse étaient surtout un bon moyen de pression sur le gouvernement.

Y. BEAUMONT

26 JUIN : JOURNÉE D'ACTION DE L'HUMANITÉ ROUGE : POUR LA LIBÉRATION DE LE GAL

Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste arrêté voici près de deux mois à Lorient et inculpé de reconstitution du PCMLF est toujours détenu à la Santé. Le journal «L'Humanité Rouge» explique que *«les magistrats chargés de préparer le jugement de cet ouvrier s'acharnent à grossir des «pièces à conviction» ridiculement insignifiantes. Et comble de mesquinerie, voilà plus d'un mois que Le Gal continue d'être détenu en dépit des propres règles de la bourgeoisie»*.

Cette détention, alors que le viticulteur Albert Teyssere est toujours emprisonné, alors que se déroule le procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades montre que les atteintes aux libertés démocratiques par la bourgeoisie se poursuivent.

L'Humanité Rouge organise le 26 juin, une journée d'action pour exiger sa libération et celle des autres détenus politiques.

LE SUBSTITUT CECCALDI TRADUIT DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE

Le procureur général de la Cour de Cassation, Mᵉ Adolphe Touffait, président de la commission de discipline du Parquet vient de faire savoir aux membres de cette commission qu'ils auront bientôt à se réunir pour entendre les explications d'Etienne Ceccaldi. Il lui est reproché de refuser de rejoindre son poste à Hazebrouck et d'avoir manqué à l'obligation de réserve, compte-tenu des commentaires qu'il a tenus au sujet de sa nomination. Le plus étonnant c'est que le substitut, qui est actuellement en congé de maladie, n'est toujours au courant de rien. La commission doit donner un avis.

La sanction sera connue avant le 15 juillet. Elle peut aller de la simple réprimande à la révocation. Qu'un président de commission de discipline se permette de rendre publique l'existence de poursuites disciplinaires est contraire à toute la tradition de la magistrature. Le syndicat de la Magistrature fera connaître sa position aujourd'hui ou demain. Pour le Syndicat, c'est une affaire-test pour la liberté d'opinion dans la Fonction Publique.

Rappelons qu'un mandat du congrès du Syndicat envisage la possibilité de grève en cas de sanction. Si Lecanuet persévère dans la répression, l'épreuve de force sera engagée entre les juges progressistes et le pouvoir. Dans cette bataille, ils ne seront pas seuls. Pas de sanctions à l'encontre du substitut Ceccaldi !

LE P«C»F COMBLÉ PAR LA HAUTE FINANCE

Le «journal des Finances», l'hebdomadaire des boursicoteurs avertis, se mobilise contre le projet d'imposition des plus-values. Il se félicite des premiers reculs de Fourcade, mais maintient son opposition résolue à ce projet. Toutefois, son inquiétude ne paraît pas bien vive, car il connaît déjà les moyens de détourner la future réglementation. Il donne en effet une recette pour continuer à spéculer en Bourse tout en échappant à la taxation.

Le même journal des Finances en première page couvre le PCF de fleurs : *«Et ce sont les communistes, défenseurs attitrés de l'épargnant et de la petite propriété, qui ont fourni à la majorité la seule solution sensée : voter la question préalable, qui signifie qu'il n'y a pas lieu de délibérer»*.

L'Union du Peuple de France préconisée par le PCF, s'étendrait-elle jusqu'aux financiers ?

• Lundi et mardi, le CC du PCF s'est réuni. A l'ordre du jour, la situation politique et les prochaines municipales. Fiterman a déclaré : «Nous voulons aller vers un accord national qui permette la constitution de listes d'union dès le premier tour».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sécurité dans le métro :

DES EFFECTIFS, PAS DES FLICS!

Hier matin à 10 H, toutes les rames du métro parisien s'arrêtaient pour un quart d'heure. Impossible de faire autrement puisque, de toutes façons, le courant était coupé ! Le motif de cette mini-grève, c'était la sécurité.

Dimanche dernier, place des Fêtes, un conducteur de rames était attaqué, apparemment sans raison par trois hommes. C'est ce qui a déclenché ce mouvement de protestation. Aussitôt, la presse bourgeoise se rue sur cet incident pour réclamer le renforcement de la police. Pour une fois, «France-Soir» parle d'une grève à la une. Mais avec quelle perversion : un énorme titre s'étale en gros caractères sur toute la largeur de la page : *«Métro : Grève contre la violence !»*

Les conducteurs avec qui nous avons discuté, ne sont pas tout à fait de cet avis : *«C'est sûr que des agressions dans le métro, il y en a souvent,* dit l'un d'eux. *Moi, je suis ici pour gagner ma croute, pas pour prendre des coups pour la régie ! Ils ont supprimé beaucoup de personnel, maintenant on est seul, c'est la régie qui est responsable !»* Ce point de vue est largement partagé par l'ensemble des conducteurs de rames. La manœuvre démagogique sur le thème de la sécurité ne leur a pas échappé. *«C'est un truc à double tranchant,* disent-ils. *On ne demande pas qu'il y ait des flics en plus dans le métro. On est bien placé pour voir comment ils pratiquent. Mais, d'un autre côté, on ne peut non plus continuer à se faire tabasser sans rien dire».*

Le fameux plan TAME (Transformation Automatique des Moyens d'Exploitation du métro) progressivement mis en place, supprime un à un les emplois. Sur un quai, il n'y a plus qu'un seul agent qui, par exemple, s'il est appelé en cas d'accident ou de malaise d'un usager, est pratiquement dans l'impossibilité d'intervenir car il doit : plomber sa caisse, répondre au téléphone... De cela, la presse bourgeoise ne dit pas un mot. Le syndicat CFDT de la RATP, consulté sur la question, indiquait : *«Nous sommes opposés à une intervention policière de quelque nature qu'elle soit (CRS, milices, ou des gros bras de la RATP). Nous refusons de cautionner ce qui se passe déjà dans le métro aujourd'hui avec la police. Le nombre des agressions s'est accru avec la baisse des effectifs. Dans l'immédiat, nous demandons donc une augmentation des effectifs au service des usagers».*

La tentative de la bourgeoisie pour renforcer son appareil policier et étendre ses pouvoirs dans le métro à cette occasion n'a pas eu l'écho qu'elle en attendait chez les conducteurs de rames.

LUTTES OUVRIÈRES

SECTION CFDT DE CIAPEM-BRANDT

SOUTIEN À BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

Les travailleurs et la section CFDT de la CIAPEM saluent la lutte pour les revendications massivement menée par les travailleurs de Bourgogne Electronique et les succès remportés.

Après les luttes de ces derniers mois - Esswein, Chauny, Mâcon, Thonon... votre lutte confirme que les travailleurs de la Thomson se révoltent contre les conditions qui leur sont faites. Surtout, elle prouve qu'il est possible de gagner si l'on sait développer l'unité de lutte des travailleurs et résoudre le problème de la division syndicale ; et la tenue d'Assemblées Générales des grévistes discutant et décidant en tout l'a résolu pour votre lutte.

Les travailleurs et la section CFDT de la CIAPEM dénoncent les licenciements de ceux parmi les plus combatifs, délégués CFDT, CGT et travailleurs, comme une tentative désespérée des patrons pour empêcher une vaste offensive ouvrière par des attaques de plus en plus systématique contre le droit syndical et les libertés démocratiques.

Ils soutiennent la pratique syndicale mise en œuvre permettant aux grévistes de participer massivement aux décisions et à leur réalisation, ce qui a permis à l'ensemble des travailleurs de résoudre la division syndicale. De même, le regroupement des 23, constitue le noyau de la lutte contre les licenciements, cimente l'unité malgré la division syndicale, donne à chacun plus de moyens pour mener la lutte dans les Confédérations afin que celles-ci s'unissent sur les intérêts réels des travailleurs.

Votre lutte apporte également des enseignements pour un deuxième problème en débat dans le Congrès : est-ce bien d'un regroupement d'organisations de gauche que la classe ouvrière a besoin ou bien un puissant regroupement de toutes les couches populaires en lutte contre la société capitaliste en crise ? Pour organiser un soutien concret, il nous faudrait un dossier sur la lutte émanant de la section CFDT de Bourgogne Electronique et du collectif de lutte des 23 et une correspondance directe avec elle et avec les 23.

LAITERIES BEL (LES LAUMES)

NON À LA DIVISION ENTRE OUVRIERS ET PAYSANS

Depuis le jeudi 13 mai, les travailleurs des laiteries Bel Des-Laumes (Côte d'Or) sont en grève. L'affaire remonte au 1er mars, date du renouvellement du contrat sur les augmentations de salaires. Ce jour-là, en effet, le patron a refusé de reconduire l'indexation des salaires sur l'indice INSEE...

De plus, les cadences ont augmenté chez Bel, par exemple, sur 12 saisonniers embauchés, 6 ont été licenciés un mois plus tard. Le syndicat CGT se plaint d'être en butte à la répression syndicale depuis la grève précédente d'octobre 1975. Toutes ces raisons ont amenées les travailleurs de Bel à entrer en lutte.

Mais contrairement à ce qui s'était fait en 1975, les grévistes n'ont pas ramassé le lait des paysans. Si bien, qu'en cette période de sécheresse, où les difficultés s'annoncent énormes pour les éleveurs qui n'ont presque plus d'herbe dans leurs prés, ne plus ramasser le lait, c'est dans les faits accroitre les difficultés de paysans qui par ailleurs, ont de fortes raisons d'être mécontents de Bel en ce qui concerne le prix du lait à la production.

Dans cette situation, les dirigeants de la FDPL (Fédération Départementale des Producteurs de Lait) ont eu le beau rôle pour accroitre la division entre ouvriers et paysans. Ils sont allés jusqu'à organiser une manifestation à Semur en Auxois pour exiger la reprise du travail chez Bel.

D'autre part, ils ont créé un organisme «coopératif», le GIE (Groupement d'Intérêt Economique) qui ramasse le lait (les camions sont conduits par les quelques chauffeurs jaunes de Bel se relayant jour et nuit), et le lait est dirigé sur France-lait à Mâcon et chez Renard dans l'Yonne.

Pour bien comprendre comment on a pu en arriver là, il faut savoir que les seuls contacts que les ouvriers de chez Bel ont avec les paysans, c'est celui «au sommet» entre dirigeants CGT et dirigeants FDPL.

Or, les dirigeants FDPL ont a plusieurs reprises, pris position pour la direction Bel dans les conflits, mais cela n'engage qu'eux et non les producteurs de lait dans leur grande masse. De nombreux paysans nous ont dit : *«Les grévistes, on est pas contre, mais là, ils ont fait une boulette, ils auraient dû ramasser le lait et le jeter une fois rentrés chez Bel, ça aurait évité ce qui se passe aujourd'hui».*

Aujourd'hui, la lutte se poursuit, malgré que les grévistes aient été expulsés de la laiterie par les flics. Mais, les travailleurs de Bel devront nouer des contacts avec les paysans pour déjouer les manœuvres de division. Du côté paysan, des démarches sont en cours en vue de montrer aux producteurs de lait qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis.

Corr. Les Laumes

LES MÉTALLOS ROCHELAIS EN SONT À LEUR 6e SEMAINE DE LUTTE

Aujourd'hui, doit se tenir une réunion de la Commission départementale de «conciliation» groupant patrons et syndicats, le Conseil général jouant le rôle de «médiateur». C'est assurément un premier recul de l'intransigeance du patronat qui ne connaissait jusqu'à présent que l'usage des CRS (qui stationnent en permanence dans l'enceinte de la CIT-Alcatel) et des milices de la CFT-Simca.

S'il est vrai que cette réunion est un premier acquis de la mobilisation résolue des 4 800 métallurgistes de la Rochelle, les travailleurs peuvent-ils pour autant en attendre des résultats significatifs pour la satisfaction de leurs revendications, à savoir, tout d'abord, les 150 francs pour tous ? De la «conciliation» à la négociation, il y a un pas que le patronat ne franchira que si on l'y contraint ! Aussi, est-ce le moment pour les travailleurs, comme les y invite la direction de l'USTM-CGT, de ralentir l'extension de la popularisation et de la solidarité afin, dit-elle, de ne donner aucun prétexte au patronat pour rompre l'amorce de négociations ? Les ouvriers en doutent : ils attendent certes que cette réunion débloque la situation mais ils savent que la victoire ne se fera qu'en maintenant solidement le front uni des métallos rochelais !

Correspondant
La Rochelle

• ***Après la démission de France-Soir, du Figaro du Syndicat Parisien du Livre, le comité intersyndical du Livre Parisien CGT a décidé de mettre en place «un dispositif d'action». Les travailleurs du Livre considèrent les dernières décisions comme «une véritable déclaration de guerre».***

LUTTES OUVRIÈRES

GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'HOTELLERIE EN ESPAGNE

Communiqué de soutien de l'UD-CFDT des Pyrénées Orientales (Extraits)

... En Espagne, il n'existe que des syndicats «verticaux» regroupant salariés et employeurs pour la meilleure santé de la «vie apolitique» de la nation.

Mais en Espagne, comme ailleurs, quand les discussions entre salariés et patrons ne sont pas sous-tendues par le principe de la lutte des classes, aucun progrès réel des conditions de travail, des salaires, etc... n'est enregistré.

C'est la raison pour laquelle nos camarades de l'hôtellerie de la province de Barcelone en particulier, sont encore dans une situation pire que les travailleurs de l'hôtellerie du Midi de la France... ces derniers étant pourtant des déshérités comparés aux salariés français dans leur ensemble...

... Des travailleuses de ce secteur font dix à douze heures par jour. Elles sont embauchées au salaire de 10 000 Ptas (environ 700 F par mois) ; au début de l'embauche, elles doivent signer une feuille de paie en blanc, ce qui les prive de toute possibilité de recours ; en fin de mois, on argue qu'elles sont nourries et logées et on ne leur donne provisoirement que 2 000 Ptas au lieu des 10 000 promis... provisoirement... mais le solde ne vient jamais...

... Mercredi 19 mai de cette année, les patrons ont à nouveau refusé de discuter, et les salariés ont décidé, en conséquence, de passer à l'action.

Une assemblée générale a eu lieu le 24 mai à Barcelone au siège du syndicat C.N.S. avec quatre mille participants. Cette assemblée a décidé la grève pour les 1er, 2 et 3 juin prochain . L'assemblée générale a été suivie d'une manifestation dans les rues de Barcelone.

Au cours des journées de grève, il est prévu une nouvelle assemblée générale, le 2 juin, avec un meeting.

L'Union Départementale des syndicats CFDT des Pyrénées Orientales tient à apporter à ses camarades de Sud-Catalogne son appui total. Elle juge que, en Espagne comme en France, l'exploitation de l'homme par l'homme a assez duré. L'Union Départementale soutiendra les travailleurs sud-catalans de l'hôtellerie particulièrement mal traités dans une industrie, une région et une période où les profits sont particulièrement importants. Il faut que cessent l'injustice et la répression en Espagne comme en France.

Union Départementale
CFDT
Pyrénées Orientales

Centre FPA de Caen

NON A LA MUTATION DE JOEL !

Suite à l'entrevue de Joël Lamy avec Villaret, directeur national AFPA, ce dernier a rendu sa décision dans une lettre le 28/05/76 : «Etant donné que M. Lamy a frappé un moniteur, sa présence au centre ne peut être tolérée» et Villaret demande à notre camarade de «poursuivre son stage dans un autre centre» au cas où il désirerait continuer le stage !

Face à cette arbitrage de Villaret, tous les centres qui participent à la coordination nationale sont prêts à refaire grève pour Joël Lamy. La proposition de Villaret (mutation dans un autre centre) est inacceptable et refusée par les stagiaires qui luttent depuis maintenant deux semaines.

Il est probable que le moniteur mis en cause reprenne ses cours normalement. La section refuse, si les sanctions prises envers Joël sont maintenues.

Il faut noter que le moniteur lui-même a proposé de reprendre les cours avec Lamy (refusé par la direction).

Section Ajustage Mécanique
du Centre FPA de Caen

Élections de délégués chez Michelin à Montceau-les-Mines

VICTOIRE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu à l'usine Michelin de Montceau-les-Mines. Ces élections se déroulaient peu de temps après une lutte au cours de laquelle les travailleurs ont eu à affronter un patronat intransigeant et la direction révisionniste et capitularde de la CGT.

Cette première lutte de l'usine n'a pas amené la satisfaction de nos revendications (300 F pour tous, 2 000 F minimum nets, 40 H, suppression du travail au rendement) mais elle a permis aux travailleurs de faire une expérience et de s'aguerrir pour les prochaines luttes qui ne tarderont pas. La jeune section CFDT qui au cours de la lutte s'est toujours appuyée sur les travailleurs et à toujours défendu la voie de la lutte, se trouve considérablement renforcées après ces élections.

Date des élections : 20 mai 1976.

ÉLECTEURS INSCRITS :
1975 : 1 265 - 1976 : 1 212

TITULAIRES

	CFDT	CGT	CFTC
1975			
Voix	129	420	203
Sièges	1	6	2
1976			
Voix	250	316	151
Sièges	3	4	2
Voix	+121	-104	-52
Sièges	+2	-2	

SUPPLÉANTS

	CFDT	CGT	CFTC
1975			
Voix	115	422	212
Sièges	1	5	3
1976			
Voix	245	321	144
Sièges	3	4	2
Voix	+130	-101	-68
Sièges	+2	-1	-1

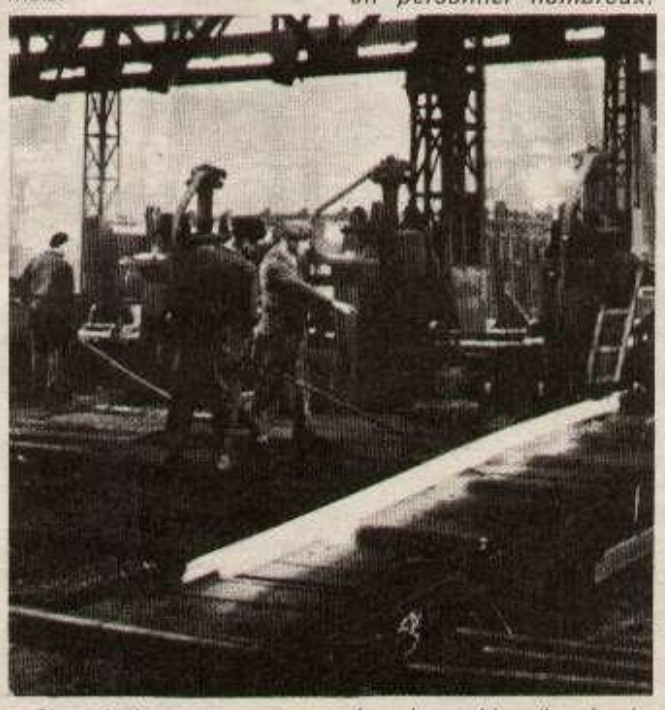
Correspondant Michelin
Montceau-les-Mines

Aciéries du Blanc-Misseron

EN LUTTE CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL

Dans le Valenciennois, pour le profit «des gros», la politique de crise bat son plein ! Que ce soit à Usinor-Trith qui menace de fermer avec 1 700 licenciements, que ce soit aux ANF où les ouvriers subissent la baisse d'horaire et les bas salaires ou encore aux aciéries de Blanc-Misseron, usine située à deux pas de la frontière belge !

Les 729 ouvriers et employés de l'usine, répartis selon 15 % de frontaliers, 20 % de Français et 65 % de travailleurs immigrés, voient le chômage partiel sévir dans l'usine depuis le mois de décembre -soit 177 ouvriers au chômage trois semaines sur un mois et 80 sur une semaine tournante-. Actuellement, au service Four Électrique, 220 ouvriers sont au chômage trois semaines par mois et 180 une semaine par mois.



C'est ainsi que les ouvriers voient leur nombre d'heures diminuer et cela, bien sûr, sans compensation ! En 74, la semaine était de 48 H. Aujourd'hui, au Four Électrique, à la Grande et Petite Fonderie et à la Burinerie, on fait 35 H sans compensation.

LA RENTABILITÉ CAPITALISTE

Comment le PDG explique-t-il ce chômage et ces réduction d'horaire ? Il souffre de la crise actuelle, du marché du travail réduit, du manque de commandes ! Mais pourtant, il peut acheter des nouvelles machines modernes. Par exemple, on a coulé une surface de 40 m de long pour placer une machine à la Grande Fonderie. On a tout dégagé à la Petite Fonderie pour faire un noyautage. *«Avant, on faisait les noyaux à la main. Cent-dix à cent-vingt par jour. Il fallait un personnel nombreux. Avec la machine, il ne faudra plus qu'un seul bonhomme !»* Dans le cadre du PLan de relance, le PDG a reçu 90 millions et 4 millions d'anciens francs, des gouvernements français et belge, pour le développement de l'usine. En plus, on a découvert la raison du manque de commande. *«Le PDG qui est belge, les faisait passer en Belgique où il a d'autres usines»*. De ce fait, les licenciements prévus ont été refusés.

LA RÉPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Dans l'usine, les travailleurs immigrés sont en majorité. On dévalorise leur travail en leur faisant faire des travaux illégaux, ne correspondant pas à leurs qualifications. C'est le cas pour ce travailleur qui, depuis 20 ans, fait le travail d'un P2 en étant payé comme OS2.

Comme ce chef du service Four Électrique qui faisait faire un travail illégal à un travailleur immigré près de la retraite. Celui-ci s'est blessé et le chef a demandé à un travailleur français de porter un faux témoignage. L'ouvrier a refusé, il a été puni et mis à pied une semaine. En plus, les travailleurs immigrés «bénéficient» d'un régime spécial pour les vacances. L'ouvrier doit prévenir deux mois à l'avance de son départ. L'ouvrier qui reste jusqu'au 30 septembre inclus doit rentrer au 1er octobre, sinon il est licencié.

Toutes les semaines se tient une assemblée générale dans l'usine. A la dernière, un mouvement de grève par service a été voté à 98 %. Il est suivi dans l'ensemble, sauf par les employés. Donc, aux Aciérie, la lutte contre la politique patronale continue.

Correspondant Valenciennes

EXTRAITS DE LA LETTRE ENVOYÉE A SIMONE VEIL PAR LA SECTION CFDT HÔPITAL ESQUIROL

(57, rue du Maréchal Leclerc 94 410 - St Maurice)

Par arrêté du 29 avril 1976, M. le Préfet du Val de Marne a prescrit l'Enquête parcellaire, rendant ainsi officielle la décision du Ministre de l'Équipement d'installer à Saint-Maurice, face à une maternité et à un hôpital, les postes de péage de l'autoroute A4.

La réponse des travailleurs de ces établissements s'est exprimée massivement dans une pétition que la section CFDT a fait circuler et qu'elle joint à la présente.

En effet, en quelques heures, des centaines de signatures sont venues exprimer le refus du personnel de voir s'installer ce péage.

(...) Plusieurs milliers d'enfants vont naître à cinquante mètres d'un foyer de pollution, de bruit et de fureur, respirer la poussière diffuse, les émanations de gaz, subir les décibels des véhicules freinant, s'arrêtant, re-démarrant, à longueur d'heures de pointe.

Dans les mêmes conditions précitées, plus de sept cents personnes hospitalisées, déjà durement éprouvées vont devoir essayer de vivre quotidiennement, ce qui va sans doute les aider à se réinsérer dans cette société (?)

Le personnel de l'hôpital Esquirol et de la maternité habitant l'Est parisien devra payer l'octroi allant de 600 à 1 200 F si la gourmandise des onze sociétés concernées se limite au péage à un franc, ce qui ne semble pas évident...

Autant de travailleurs, une nouvelle fois, pénalisés...

Nous ajouterons que plus de cent cinquante arbres vont être détruits, que le peu de verdure qui subsiste va disparaître, remplacée par du béton, que les conditions de vie vont se dégrader irrésistiblement dans le secteur de St Maurice.

INFORMATIONS GENERALES

JACQUES MONOD :

DE LA DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE... À L'IDÉALISME TRIOMPHANT

Professeur au Collège de France, fondateur en 1954 du service de biologie cellulaire de l'Institut Pasteur, Jacques Monod obtint en 1965 le Prix Nobel de physiologie et de médecine en compagnie d'André Lwof et François Jacob. Cette distinction récompensait les remarquables travaux des trois savants qui avaient mis à jour les mécanismes par lesquels l'information génétique contenue dans les chromosomes pouvait effectivement contrôler et diriger tout le fonctionnement cellulaire. Ses propres recherches et découvertes, le développement de la science biologique en général auraient dû conduire Jacques Monod à faire sienne la conception matérialiste dialectique du monde.

Mais l'idéologie bourgeoise fut pour lui plus forte que les faits, et il se comporta toujours comme un ennemi acharné du marxisme.

Dans son ouvrage, publié en 1971, «Le hasard et la nécessité», Jacques Monod étale inconsciemment au grand jour la contradiction qui est celle de nombreux chercheurs : d'un côté ses recherches, ses découvertes, le progrès des connaissances qui vont dans le sens de la conception matérialiste dialectique du monde, et de l'autre son idéologie bourgeoise qui lui fait reconnaître, dans cette conception un ennemi mortel pour sa classe, contre lequel il faut lutter.

Comme tous les savants idéalistes, Monod appuie sa théorie sur les problèmes non résolus par la science. Prenant prétexte de ce que la biologie n'explique pas l'origine de la vie, Jacques Monod fait du hasard le maître de l'explication de l'origine de la vie et de son évolution. Il écrivait en 71 : *«Nous disons que ces altérations accidentelles (les mutations) sont la seule source possible de modification du texte génétique... Il s'en suit que le hasard seul est la source de toute nouveauté, de toute création dans la biosphère... Rien ne permet de supposer (ou d'espérer) que nos conceptions sur ce point devront ou même pourront être révisées».*

Quelques années suffiront pour réduire à néant cette affirmation d'un idéalisme triomphant. Monod prend pour preuve le rôle unique du hasard, le fait que l'ADN des chromosomes transmettrait des informations, mais ne pourrait être modifié par des informations : c'est ce qu'il appelait l'irreversibilité de la traduction. Or, le Prix Nobel 75 de médecine a été attribué à trois savants américains qui ont prouvé qu'il existait un mécanisme de modification de l'ADN par l'ARN et donc que l'irréversibilité n'existait pas. La science progresse rapidement, faisant ainsi reculer l'idéalisme mais la connaissance n'est jamais complète ; et il reste ainsi toujours une petite place pour réintroduire des idées non matérialistes. C'est à cela que Monod s'était attaché, allant ainsi à l'encontre des résultats considérables de sa pratique scientifique.

A.C.

en bref

• A la table ronde sur le sport, il a été décidé de mettre au point un nouveau statut de l'athlète. Cela a donné l'occasion pour Chirac de faire le coq une fois de plus et de bomber le torse.

• Avant-hier s'est tenu à Nice à l'appel du SGEN et de l'Ecole Emancipée, un meeting sur l'inspection, la notion et la hiérarchie dans l'enseignement avec Jacques Papinski. De nombreuses interventions de la salle ont mis particulièrement en relief le rôle répressif et infantilisant de l'inspection, institution qui vise à perpétuer la société capitaliste. La nécessité d'une lutte unitaire des enseignants avec les lycéens et les travailleurs est apparue à tous.

LA CORSE EN COLERE

L'illusion Libert Bou

par Eric BREHAT

Nous avons vu hier les grands traits du brutal développement que la bourgeoisie a imposé à la Corse, n'enrayant en rien la poursuite de l'exode des jeunes Corses, spoliant les agriculteurs corses des terres mises en valeur de la plaine orientale, barrant le littoral d'un mur de béton ou de grillages abritant le «parc à touristes». C'était plus qu'il n'en fallait pour faire naître un profond sentiment d'injustice chez les paysans, les ouvriers et la petite bourgeoisie corses. C'est parmi cette dernière qu'est né le mouvement régionaliste, vite converti à l'autonomisme par le débarquement massif de CRS, par les arrestations et les intimidations. Nous reviendrons sur ce mouvement qui est un aspect important de la réalité Corse : grève dure contre la fermeture de la mine de Canari, grève avec occupation contre la fermeture de la voie ferrée corse, manifestations dans toute l'île contre le déversement des boues rouges, qui entraîneront l'arrestation d'Edmond Siméoni.

Pour donner le change, début 75, Poniatowski annonce deux décisions : la séparation de l'île en deux départements, la nomination de Mr Libert Bou à la tête de la mission interministérielle. Huit mois plus tard, c'était Aléria.

Libert Bou (l'homme du transfert des Halles de Paris à Rungis) ne faisait que succéder à M. Mosca, qui dirigeait une mission ministérielle tellement discrète qu'on avait fini par l'oublier. Le nouvel arrivé suscite plutôt de la méfiance. Mais les services préfectoraux, la presse s'arrangent pour laisser entendre qu'il ne serait pas venu les mains vides. Libert Bou prend la peine de contacter toutes les organisations existantes sur l'île, tous les conseils et commissions possibles, il sillonne la Corse. Messmer n'avait fait que la survoler en hélicoptère... Certaines revendications mineures sont satisfaites : globalisation de la dette des viticulteurs, moratoire hôtelier (1). Tout en expliquant que *«2 000 autonomistes ne changeront pas la constitution»*, Libert Bou multiplie les promesses, invite l'ARC (principale organisation autonomiste) à Paris...

La situation reste bloquée, et lors du Congrès de l'ARC à Corte, en août 75, Edmond Siméoni prononce un discours particulièrement marquant devant huit mille militants. Trois jours après, c'est l'occupation de la cave du plus gros fraudeur de Corse, c'est le débarquement de milliers de CRS, c'est l'assaut. La dissolution de l'ARC. La nuit de Bastia.

Libert Bou, alors que son patron Poniatowski diffuse des appels à la répression sur toutes les radios, garde assez de démagogie pour déclarer *«qu'Aléria repose sur une situation économique et le sentiment de révolte qu'elle a fait naître»*. Des mesures sont prises : création d'une SAFER, et surtout, adoption du principe de la «continuité territoriale» (calcul des tarifs de transport de fret sans tenir compte de la traversée). Les illusions qu'ont pu créer ces mesures n'allaient pas tarder à tomber.

«LA CONTINUITÉ TERRITORIALE, C'EST UNE ESCROQUERIE !»

«Si tu apprenais bientôt qu'un bateau est occupé par des agriculteurs, il ne faudrait pas t'étonner ! On voulait bien y croire à cette continuité. Et voilà comment ça se passe : la continuité s'applique à des produits contingentés. Pour moi, qui suis apiculteur, et qui ait besoin de petites quantités de soufre, je devrais le commander par dix tonnes, pour bénéficier de la continuité. En se groupant à plusieurs, on a commandé deux tonnes. Eh bien, il a fallu payer le transport de dix tonnes !». Un éleveur renchérit : *«Ça va même plus loin : j'ai commandé pour douze tonnes de céréales, d'aliment pour bétail. C'est contingenté à dix tonnes. Du coup, le transporteur a compté deux fois six tonnes, et nous a fait payer le transport de vingt...»* A ces paysans, il ne faut plus parler de continuité territoriale, de mission Libert Bou. Leur jugement est fait : c'est une fois de plus le transporteur, en cheville avec la *Transmed* (2), copain avec Rocca Serra (le chef de clan soutenu par l'UDR) qui empêche.

Et tout est à l'avenant : la bi-départementalisation, dont certains attendaient des crédits (deux départements, ça ne fait pourtant pas deux fois plus de crédits, mais ça fait plus de fonctionnaires de la PJ...), dénoncée avec raison par d'autres comme une manœuvre de division, est apparue pour ce qu'elle était : *division* qui s'est manifestée lors de la journée «Isula Morta» du 17 mai, et manœuvre électorale donnant un siège de conseiller régional de plus à la majorité. Les promesses sur la revalorisation de l'agriculture et l'élevage en montagne sont l'occasion pour la SOMIVAC de mettre sur pied un Institut de Recherche sur l'agriculture de Montagne, dont le seul effet est de pousser à la productivité les petits éleveurs pour le seul profit du Pool Roquefort. Il faut dire que Libert Bou connait bien le PDG de «Société», l'un des plus gros fabriquants de Roquefort.

De l'illusion Libert Bou, il ne reste qu'une amertume, ressassée tant que dure le procès d'Aléria. La révolte n'en est que plus profonde.

(à suivre)

(1) *Dans les deux cas, il s'agit de l'aménagement des dettes contractées.*
(2) *La Transmed (CGTM) est la compagnie de navigation qui dispose du monopole de la traversée avec la métropole.*

Protection du littoral et cadre de vie

Des promesses pleines de vent

Le gouvernement a entamé la mise en œuvre des projets annoncés dans un dernier conseil des ministres réservé à la pollution.

Hier, Poniatowski a mis en place à Rochefort-sur-Mer le Conservatoire de l'espace littoral. Robert Poujade en sera le président. Le but du Conservatoire est d'acquérir les terrains littoraux lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens de s'opposer à la dégradation des sites côtiers. La référence de ce type d'organisme se trouve en Grande Bretagne ou le «National Trust», une organisation privée de 400 000 adhérents, a déjà acquis près de 600 km de côte.

Redoublant de démagogie, Paul Granet, secrétaire d'État à l'environnement, pense mettre sur pied un système pour acheter des grandes propriétés (mises en vente) «pour la jouissance du public».

Les crédits de fonctionnement de cet organisme de plus sont particulièrement minces. Dix-huit millions pour la première année et «après on verra».

En fait, il sera à peu près impossible pour ce conservatoire d'être au courant de toutes les transactions en cours. Même, si l'inventaire du littoral est dressé, il ne donnera qu'une image instantannée du littoral. La nature même du pouvoir, expression des intérêts de la classe capitaliste, fait que ces mesures seront forcément limitées, soit aux zones où des luttes se sont engagées, soit à celles que la bourgeoisie, pour son repos et sa détente, entend préserver. Pour le reste, l'anarchie continuera. De son côté, Giscard a reçu à l'Élysée des représentants de diverses associations de défense de l'environnement. Il a promis que des réunions de l'environnement seront organisées dans chaque département avec les associations reconnues d'utilité publique, c'est-à-dire agréées par ... le gouvernement. Beaucoup de vent sur les sites, mais qui n'apporte que des miettes.

Au total, pas de quoi refaire la façade d'un pouvoir en mal de popularité.

JEU DE L'OIE ET PAS DE L'OIE DANS «LIBÉRATION»

«Libération» étalait, en dernière page, la boue d'un certain «Delfeil de Ton». Il s'agit d'un jeu de l'oie particulier, «le jeu du Libanais», fondé sur le racisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme. Pour y jouer, il faut être soit *«chrétien catholique»*, soit *«musulman misérable»*. Et si vous êtes de trop, vous êtes le *«juif»*, c'est-à-dire que vous comptez les points. Vous avancez ou reculez en fonction des fantasmes fascistes de ce De Ton, du genre : *«Vous recevez des nouvelles des atrocités du Cambodge ; vous êtes écœurés par la politique, vous passez votre tour»*. Et ainsi de suite. Ne nous y attardons pas, car on n'écrase pas un cloporte avec un marteau-pilon. Reste à savoir pourquoi *«Libération»* a publié cet écrit crapuleux alors que le même organe de presse publie un reportage sur la lutte du peuple libanais de Marc KRAVETZ. Car il n'a pas dû échapper à *«Libération»* que la meilleure façon de jouer à l'oie avec De Ton, restait de défiler avec lui au pas... de l'oie.

INTERNATIONAL

LIBAN

LA BATAILLE DE LA MONTAGNE

Au début de juin, la neige couvre encore les hauteurs de la montagne. De l'un et l'autre côté de ces hauteurs, c'est la mer et la Bekaa déjà fleurie.

Dans ces hauteurs, se mènent les plus importantes batailles pour l'avenir du Liban. Cette région, c'est le Kesrouan, le cœur de l'Etat confessionnel des Phalanges. Elle a vécu à l'écart au début des événements, mais au fur et à mesure que le plan de partition se précisait, les Phalanges ont compté de plus en plus sur cette région, en cas de perte du reste de Beyrouth.

UN ANCIEN FIEF RÉACTIONNAIRE

Le Kesrouan, c'est là où se trouvent les principales forces phalangistes depuis la création du Liban. Seul le PPS (Parti Populaire Syrien), parti patriotique au Liban, arrive à disputer la région aux Phalanges. Plusieurs affrontements ont eu lieu, avant les événements, entre le PPS et les Phalanges. L'interdiction du PPS en 1963 amènera les Phalanges à étendre leur influence, qui est vite contestée depuis la réapparition du PPS en 1972.

C'est au Kesrouan que s'est installé l'officier réactionnaire de l'armée, Barakat, pour aider les Phalanges. En bas du Kesrouan, le port de Jounieh, que les Phalanges comptaient transformer en capitale de leur Etat confessionnel, reçoit toujours des armes en provenance des Etats-Unis et de l'Europe. A partir de Kesrouan, il est possible de contrôler Jounieh.

UNE OFFENSIVE MILITAIREMENT DÉCISIVE

C'est vers cette région que les forces patriotiques, renforcées de l'Armée du Liban Arabe, ont lancé une offensive au mois de mars. Bien qu'il ait fallu s'arrêter plus d'une fois à cause des pressions syriennes, les Phalanges ont reculé. Sur les six sommets qu'ils contrôlaient avant, elles n'en contrôlent plus que deux.

Un des buts des Phalanges qu tiennent à garder leurs positions, c'est de permettre l'envoi d'armes à quelques villages de la Békaa et du Nord pour s'opposer à l'offensive patriotique dans ces régions. C'est à travers le Kesrouan qu'elles pouvaient le faire. Actuellement, ce n'est plus possible.

GAGNER LES COEURS

Dans les régions qu'elles contrôlent actuellement, les forces patriotiques établissent de nouveaux liens avec la population. Celle-ci a décidé d'assurer elle-même le ravitaillement des forces armées que de nombreux jeunes de la région ont déjà rejoint. Il s'agit d'une des plus grandes victoires des forces patriotiques, gagner les chrétiens de cette région à elles, ceux sur qui s'appuyaient les phalangistes pour leur projet isolationniste.

La grande importance de la bataille de Kesrouan est expliquée par un dirigeant des forces armées patriotiques : *«Nous combattons en pleine région contrôlée par les Phalanges et leurs alliés, dans une région restée à l'écart bien qu'elle soit une des plus essentielles pour eux... la bataille du Kesrouan veut dire la fin du projet de partition»* et de l'Etat confessionnel sur une partie du Liban.

Abou Ayad, du Comité Central du Fath l'avait bien dit : *«Nous ne permettrons pas que le partage de la Palestine en 48 se renouvelle».*

Yomna el Khalil

LA SYRIE AUX CÔTÉS DES FORCES RÉACTIONNAIRES

La Syrie vient d'envoyer de nouvelles troupes au Liban. Cette fois, elles sont entrées dans le nord du pays. Comme en mars dernier, le prétexte invoqué par le régime syrien est la défense des chrétiens.

Il y a plus d'une semaine, le chef de la région nord pour l'Armée du Liban Arabe avait lancé un ultimatum à Frangié pour qu'il laisse la place au nouveau président élu. Faute de quoi, son village serait occupé. Depuis son élection, Sarkis, le nouveau président du Liban, s'est de plus en plus tourné vers les forces patriotiques malgré les critiques des réactionnaires qui l'avaient soutenu. Du coup, Frangié refuse de céder la place.

Bien que la Syrie ait soutenu l'élection de Sarkis, elle s'oppose à une démission actuelle de Frangié. Malgré de multiples réunions avec l'OLP hostile à toute intervention armée, le régime syrien apporte ainsi une aide à la droite représentée par Frangié, en défendant ce qui reste des forces réactionnaires proaméricaines.

Indonésie

ÉLECTIONS SOUS LES BAÏONNETTES

La dictature fasciste de Suharto a annoncé à grands renforts de publicité l'organisation l'année prochaine d'élections en Indonésie. Les précédentes élections, qui ont eu lieu en 71, se sont déroulées de façon bien particulière, propre aux régimes fascistes, l'intimidation, la terreur, la corruption et le trucage des bulletins étaient la règle.

Les nouvelles élections se dérouleront sur le même modèle. Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé la couleur, décrétant que toute personne qui ne voterait pas ou critiquerait les élections, serait considérée comme partisan du PKI (Parti Communiste d'Indonésie). Ce qui signifie arrestation, torture...

Ces nouvelles élections dans le plan de Suharto, doivent servir à accentuer encore plus la main-mise du parti fasciste sur le pays, en prenant le contrôle total du Parlement. Une loi interdit déjà aux partis politiques de se baser sur une idéologie, et l'opposition parlementaire est plus que fantomatique.

L'Indonésie, qui connait des difficultés économiques croissantes a besoin de plus en plus de l'aide étrangère, d'où nécessité de faire croire à la démocratie, le gouvernement étant le fruit d'élections.

GRÈVE DES ÉTUDIANTS EN TUNISIE

Pour riposter aux mesures prises par le gouvernement tunisien dans le cadre de la réforme de l'enseignement, les étudiants se sont mis en grève dans de nombreuses universités. Venant après le mouvement qui a touché dernièrement les services publics (PTT, Chemins de fer, Régie des Tabacs), celui des étudiants confirme l'opposition croissante de la population au régime de Bourguiba.

Les autorités ont pris un certain nombre de mesures répressives. Un tribunal a condamné sept Tunisiens à six mois de prison ferme pour *«participation et incitation à des grèves sauvages, rassemblement sur la voie publique et atteinte aux droits d'autrui»*. Les condamnés avaient été arrêtés suite aux grèves des secteurs publics.

D'autre part, le ministre de l'éducation nationale a annoncé que les bourses seraient supprimées aux étudiants grévistes, et tout étudiant exclu ne pourra être réintégré.

LES PAYS AFRICAINS CONTRE LA VENTE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE A L'AFRIQUE DU SUD

***«Il s'agit d'envisager à l'échelle de l'Afrique et du Tiers Monde des mesures et des actions concrètes et énergiques pour résister à la coalition impérialo-raciste»*, a notamment déclaré le secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité Africaine. Bien que très peu de pays aient réagi officiellement, le président du Zaïre a fait savoir que *«d'aucuns seraient tentés de considérer ce marché comme étant une véritable traitrise par la France à l'égard des peuples africains»*.**

Que seront les actions concrètes des pays africains ? En tout cas, ceux-ci ne croient pas un instant aux prétendues raisons économiques, alléguées par Sauvagnargues. Pour eux, un seul fait compte : Giscard qui se présentait comme l'ami de l'Afrique a tenté de *«piéger l'Afrique»*, selon le secrétaire général adjoint de l'OUA. En fait, il apparait comme l'un des principaux soutiens de l'Afrique du Sud, un pilier de la coalition impérialo-raciste, qu'ils veulent détruire.

Timor-Est

L'INDONÉSIE SE FORGE UNE «LÉGITIMITÉ»

La prétendue «assemblée Populaire» de Timor Est, mise en place par les forces d'occupation indonésiennes, a voté une résolution demandant l'intégration à l'Indonésie.

Après l'offensive des forces populaires de Timor, dirigée par le FRETILIN en août 1975, l'Indonésie envahissait massivement le pays en décembre, et prenait la place du colonialisme portugais.

Actuellement, 35 000 soldats indonésiens occupent le territoire, principalement Dili, la capitale.

Voulant vainement faire croire à une volonté timoraise d'intégration, le représentant de l'«assemblée» a déclaré qu'une délégation se rendrait en Indonésie pour faire part de ses décisions au gouvernement indonésien, alors que le président Suharto a annoncé depuis plus de deux mois que Timor serait intégré à l'Indonésie le 17 août. Comme on le voit, les décisions de cette soi-disant assemblée populaire n'ont rien de bien nouveau !

Cependant, les patriotes du FRETILIN poursuivent leurs actions armées. La semaine dernière, de nombreux soldats indonésiens ont été tués ou blessés et d'importantes quantités d'armes ont été saisies. Des actions ont été menées jusque dans la capitale. Alario Fernandes, ministre de l'Intérieur du gouvernement de la République Démocratique de Timor, véritable représentant des Timorais, a dénoncé les bombardements de certaines régions par les avions et bâtiments de guerre indonésiens.

• HONDURAS : OFFENSIVE DES PAYSANS : *Les paysans honduriens ont lancé un mouvement pour s'emparer des terres qui se trouvent concentrées entre les mains de quelques grands propriétaires. Ils ont pénétré en force dans plusieurs grandes propriétés exigeant la remise de terres suffisantes pour entamer leurs travaux de semailles.*

• COMORES

«La France est l'ennemi numéro un du peuple comorien», a déclaré Ali Soilih, chef de l'État des Comores devant le Conseil National Populaire. Il a sévèrement critiqué le refus de la France de retirer ses troupes de Mayotte, l'une des îles des Comores.

• PORTUGAL

Melo Antunes, ministre des Affaires Étrangères est à Moscou en visite officielle sur invitation des soviétiques.

• ALBANIE :

Tous les travailleurs du pays se sont mobilisés pour venir en aide aux paysans du district de Lushnia dont les récoltes ont été ravagées par un orage de grêle. 10.000 personnes sont venues travailler sur les champs de blé, 2.000 volontaires venus des villes se sont joints à eux tandis que les coopératives et les usines mettaient à la disposition de Lushnia de nombreux moyens de transports et de machine.

INTERNATIONAL

Protestation contre les 22 assassinats de militants révolutionnaires iraniens

MANIFESTATION

MERCREDI 2 JUIN
18 h 30 :
Métro : Oberkampf

HOVEYDA ET CHIRAC SE CONGRATULENT

«Au cours de ma visite à Paris, il n'y a eu que des temps forts, et pas de temps moins forts ou de temps faibles». **C'est ce que déclarait le premier ministre du Chah d'Iran, Hoveyda, peu de temps avant de quitter Paris où il effectuait une visite officielle du 24 au 28 mai dernier.**

Des temps forts, il semble qu'il y en ait eu pour la signature d'accords économiques entre l'impérialisme français et le régime iranien. Outre les accords déjà conclus, comme par exemple celui sur la construction du métro de Téhéran, d'autres s'annoncent pour la construction de centrales nucléaires, d'autoroutes, de chemin de fer, de logements, d'installations concernant le gaz et le pétrole qui sont les principales ressources naturelles du pays. Hoveyda et Chirac pouvaient se congratuler, les accords qu'ils ont signés sont pleins de promesses pour les capitalistes français qui ne comptent d'ailleurs pas s'arrêter en si bon chemin et lorgnent du côté de l'informatique et des télécommunications. Mais le «grand frère» américain acceptera-t-il qu'on marche impunément sur ses plates-bandes ?

Ce qui est certain, c'est que les liens se resserrent étroitement entre la France impérialiste et le régime criminel du Chah. Et cela pas seulement sur le plan économique. Evidemment les livraisons d'armes françaises à l'Iran sont insignifiantes à côté de celles des USA, mais elles sont réelles. Et ces armes aujourd'hui tuent au Dhofar, mais aussi en Iran, comme par exemple lors des assassinats du 16 et du 18 mai dernier qui faisaient 22 morts (dont la plupart étaient membres de l'Organisation des Guerilleros Fedayis du Peuple), suivis de dix autres, le 20 mai fauchés dans une manifestation de protestation qui se tenait à Téhéran.

La police politique iranienne, la SAVAK, peut travailleur en toute tranquilité en France et particulièrement à Paris où ses bureaux occupent le 3e étage de l'ambassade d'Iran. Peut-on savoir qui étaient ces gens qui rôdaient aux abords de la Cité Internationale, des banques et offices iraniens... à Paris tout au long du séjour du premier ministre ? Poniatowski si prompt à dénoncer le «terrorisme international», a «omis» de voir en eux ses représentants les plus fidèles, ceux-là mêmes qui en Iran torturent et assassinent dans les prisons, des familles entières de patriotes et de révolutionnaires iraniens !

Portugal

LA CANDIDATURE CARVALHO :

QUAND LE 25 AVRIL CHERCHE À RENAÎTRE...

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, le plus grand meeting réalisé à Porto depuis très longtemps ont acclamé le major Otelo de Carvalho. Par l'importance et le contenu de ce meeting, la candidature Otelo commence à devenir de façon effective une candidature populaire. En effet, dans le cours de ce meeting, un travailleur a expliqué qu'il était du PS *«mais pas celui de Soarès»* et qu'il appuyait chaleureusement la candidature Otelo. Or le PS a une très grande influence parmi les ouvriers de la région de Porto, et c'est plusieurs milliers de travailleurs «socialistes» qui sont venus à ce meeting.

Après les accueils enthousiastes des travailleurs de Setenave et de Lisnave, cet appui de la gauche ouvrière du PS n'est pas tellement surprenante. *«Comment peut-on voter pour Eanes, un homme soutenu par les partis de droite, un homme qui va aider à la récupération des conquêtes du 25 avril ?»* me disait un travailleur du PS. A la suite de ce meeting, Eanes déclarait : *«Si Otelo est élu, je quitterai le pays».*

Des groupes dynamisateurs d'unité populaire, sont créés pour soutenir la campagne de Carvalho, avec pour base politique le développement des organisations populaires de base, la défense des conquêtes du 25 avril, la défense de la constitution, de l'indépendance nationale et l'avancée pour la révolution socialiste. Mais sans aucune attaque contre le PCP et le PS. Qu'est-ce qui peut bien donc bien empêcher le PCP de soutenir le major ? C'est une question que beaucoup de travailleurs du PCP se posent.

Au meeting de Lisbonne, à Campo Pequeno, Alvaro Cunhal tentait d'expliquer : *«Otelo, ce n'est pas un candidat d'unité au sein des forces armées, il représente un facteur de division du mouvement populaire, car il n'a pas une claire alternative de gouvernement de gauche».* Pour le PCP, soutenir Carvalho, ce serait se couper de façon certaine avec le PS et laisser s'enrôler les chances d'un gouvernement de gauche. Mais il lui sera très dur d'appeler à soutenir Eanes. Lors de ce meeting, lorsque Cunhal prononca son nom, des travailleurs présents sifflèrent très longuement, et il fallut les appels au silence avant d'expliquer qu'il s'agissait d'un homme honnête, qui défend la constitution, mais que la droite tente d'utiliser. Le candidat révisionniste Otavio Pato, souffrira certainement de la concurrence sur sa gauche. Pour la majorité des travailleurs, la candidature Otelo apparait seulement comme un moyen de montrer à la droite et à Eanes que la classe ouvrière ne veut pas d'un retour en arrière. De plus, le projet Otelo n'apporte aucune alternative politique face au P«C»P et même, par certains côtés, permet d'entretenir un certain nombre d'illusions sur la possibilité de recommencer comme avant, le 25 novembre avec l'appui d'un véritable MFA, quand Otelo dit : *«Les capitaines du 25 avril ne laisseront pas l'oppression retromber sur le peuple».*

Antoine JALLIEU

SAHARA OCCIDENTAL : 20 mai 73 - 20 mai 76 : un peuple au combat

LES FÊTES DU 20 MAI : UNE NOUVELLE ÉTAPE

REPORTAGE GRÉGOIRE CARRAT

Les camps situés dans la région de Tindouf viennent de fêter le 20 mai, l'anniversaire de la première action armée lancée par le POLISARIO contre le poste militaire espagnol de Khanga. L'Armée Populaire présentera une pièce qui retrace cet évènement et soulèvera l'enthousiasme en même temps que les rires, parce que pleine d'humour, des milliers de personnes rassemblées. De nombreux spectacles artistiques et théâtraux sur la vie et la lutte du peuple sahraoui seront présentés à l'occassion de ces fêtes. L'une d'elles, notamment, dénoncera les souffrances du peuple marocain encore accrues par la guerre au Sahara. *«Nous construisons une culture nationale populaire qui s'appuie sur la réalité vécue par le peuple et qui mobilise pour la transformer»,* affirment les artistes. Les chants, les danses, les poèmes occuperont une large place tout au long de ces fêtes : entièrement nouveaux dans leur contenu, ils reprennent toutes les formes traditionnelles.

Les danses traditionnelles pour exprimer la lutte révolutionnaire

Les fêtes du 20 mai étaient un peu le bilan de trois années de lutte. Le défilé militaire qui ouvrait les fêtes en traçait le contour. Les premiers combattants armés de vieux fusils, marchant à pied avec des chameaux venaient en tête, puis unité après unité, toutes les phases de la lutte de libération étaient évoquées, jusqu'au gros Berliet et GMC pris au forces marocaines et mauritaniennes et les armes Bazookas, batteries de mitrailleuses 12,7 récupérées et qui servent aujourd'hui aux unité de guérilleros.

Le 20 mai 1973 marquait une étape importante, le 20 mai 1976 en marquait une autre. C'est l'esprit qui animera toute ces fêtes, qui anime la vie du peuple sahraoui aujourd'hui.

«NOUS OFFRONS NOTRE SOUTIEN AUX PEUPLES DU MAGHREB»

Le lendemain même des fêtes, des réfugiés arrivaient encadrés par le Croissant Rouge sahraoui et escortés par l'Armée Populaire. Mais ce n'est plus le grand exode. L'angoisse permanente est levée : les nouvelles qui affluent chaque jour dans les camps, ne concernent plus les bombardements sur les camps ou la difficile progression des convois de réfugiés. Ce sont les informations sur les combats, partout, à Bou Craa à l'intérieur du Maroc et de la Mauritanie qui parviennent en grand nombre.

A la veille du 20 mai, se sont achevés dans tous les camps les congrès populaires fondamentaux qui ont duré plusieurs jours. Les premières conclusions politiques étaient le centre de tous les discours de toutes les discussions qui alimenteront ces fêtes. *«Personne ne pouvait prendre de décision à la place du peuple parce que notre lutte est une lutte populaire»,* nous explique un jeune combattant. Comment poursuivre la lutte ? Que sera la Sahara indépendant ? Comment faire face à la situation des réfugiés ? Toutes ces questions ont été débattues. Le premier Congrès du Front était l'œuvre d'une centaine de militants organisés, le second Congrès avait mobilisé toutes les forces du Front. Aujourd'hui, c'est tout le peuple qui prépare le Congrès, qui en fait son affaire. *«Il ne faut pas dire à quelqu'un qui était au PUNS (parti mis en place par l'Espagne sous la colonisation) qu'il n'est pas du POLISARIO, c'est comme si tu l'insultait, comme si tu disais qu'il n'est pas sahraoui».*

Résumant tout un aspect des débats, El Ouali, secrétaire général du Front POLISARIO déclarait au cours des fêtes : *«Nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités pour soutenir tous les peuples du Maghreb dans leur lutte contre les régimes réactionnaires qui les oppriment. Nous avons montré notre volonté, nous avons donné la preuve de notre force, la majorité de nos armes sont celles que nous avons prises à l'ennemi, nous offrons tout ce que nous avons aux peuples frères pour leur combat».*

Poursuite de la lutte armée, recherche d'une unité des peuples de la région, grand débat politique autour du Congrès : tels sont les traits de la phase nouvelle dans laquelle la lutte du peuple sahraoui est entrée après le sauvetage des camps bombardés.

A partir de demain, nous verrons comment cette nouvelle phase est vécue.

Ethiopie :

LES PRÉPARATIFS POUR UNE INVASION

La junte militaire éthiopienne prépare l'invasion de l'Érythrée en mobilisant des milliers de personnes trompées, annoncent des révolutionnaires éthiopiens. Plus de dix mille chômeurs et paysans pauvres ont été regroupés dans des camps d'entraînement militaire à Debre Zeit, Awash et Debre Birhan. Certains ont déjà été transportés à Asmara, capitale de l'Érythrée. Le ministre de la Défense s'est rendu en Europe pour acheter d'énormes quantités d'armes légères. L'Italie a commencé à en livrer et le ministre allemand de la Défense a promis que cette demande serait rapidement honorée. Dans la vallée d'Awash, une unité d'officiers israéliens d'élite achève l'entraînement d'une unité anti-guérilla. Huit avions «F5» ont été envoyés à Asmara pour préparer des bombardements sur l'Érythrée.

Le communiqué annonce par ailleurs que les forces de sécurité s'apprêtent à arrêter massivement les éthiopiens qui s'opposent à la junte et les Érythréens vivant en Éthiopie.

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -14-

L'EXPÉRIENCE CHINOISE

Témoignage de deux Français, de retour de Chine

La façon de résoudre la question du logement dans un pays dépend, pour une part, du stade de développement des forces productives, de la situation léguée par l'ancien régime, et de la spécificité de chaque pays. Pour ces raisons, l'expérience de la Chine ne peut pas être mécaniquement transposée en France. Mais il est plusieurs points sur lesquels la Chine nous apporte de riches enseignements. En particulier sur la façon de poser le problème : il ne s'agit plus d'une question de spécialistes, urbanistes, architectes... mais de l'affaire des masses, l'essentiel, c'est leur mobilisation. L'application du socialisme en Chine nous montre qu'il est possible d'organiser différemment l'espace, la relation logement-usine, ville-campagne, et d'envisager différemment la prise en charge des problèmes quotidiens dans les cités.

D'ù l'expérience chinoise, il ressort la la question du logement est étroitement liée à la nature des rapports sociaux de production.

Nous avons discuté de cela avec deux camarades qui reviennent de Chine après un séjour de deux ans.

Plus de sans-abri

—Le Quotidien du Peuple : Quelle était la situation du logement en Chine en 1949 ?

—Avant la Libération, la situation était catastrophique, plusieurs millions de personnes étaient sans abri. Dans les villes, la majeure partie des ouvriers vivaient dans la rue et à la campagne, la situation n'était guère plus brillante. La première tâche, à la Libération, c'est de reloger tout le monde en établissant un immense programme permettant de résoudre rapidement cette question sur le plan quantitatif avec l'appui d'une large mobilisation populaire.

Il y a eu une double politique : d'abord reloger ceux qui étaient sans toît en utilisant les logements existants, c'est-à-dire essentiellement les anciens taudis réparés et aussi tous les logements au nombre de pièces démesuré des riches qui étaient cependant en nombre insuffisant pour assurer le logement de tout le monde. Pour les taudis, on a d'abord cherché à les rendre plus vivables, à améliorer l'hygiène, avant d'envisager un processus de destruction, qui est encore en cours en Chine aujourd'hui.

Ne pas être prisonnier de l'héritage

—QdP : Il n'y a plus aujourd'hui de sans-abri en Chine, mais il reste un nombre important de logements précaires, comment fait-on pour améliorer cette situation ?

—La construction exige des investissements très importants, donc de très grands efforts pour un pays en voie de développement, comme la Chine, qui doit aussi édifier et renforcer les bases de son économie ; il y a également des problèmes techniques. Par exemple, à Changaï : dans cette ville, longtemps soumise à la domination impérialiste, et qui a hérité ainsi de logements dégradés et d'une très forte densité de population, la construction de logements plus spacieux impose la démolition de ce qui existe, et le relogement des gens habitant les taudis détruits, en attendant que les nouvelles constructions soient effectuées.

Dans toutes les grandes villes comme Pékin et Changaï, bien que le chiffre de la population soit stabilisé, si on veut augmenter les surfaces, ça veut dire que d'ici vingt ans, il faudra doubler la superficie de planchers de la ville. Mais il ne faut pas prendre des terres cultivées. C'est donc une importante difficulté à résoudre.

Comme les masses sont conscientes de ces difficultés, elles relaient l'effort de l'État par leurs initiatives collectives. Par exemple, elles ont répondu, en particulier les jeunes, en grand nombre, au mot d'ordre de s'établir à la campagne.

un maximum de verdure...

—QdP : A quoi ressemblent les logements neufs dans les villes ?

—R. : Ce sont essentiellement des immeubles à quatre étages sans fioritures, ce qui ne veut pas dire pour autant que ce sont des logements élémentaires. On attache une grande importance à l'environnement, à ce qu'il y ait un maximum de verdure. Pour un pays qui est en voie de développement, la qualité qui est apportée à la construction est étonnante, on y attache plus d'importance que dans les pays capitalistes pourtant plus développés.

Dans les pays capitalistes, la situation de la maison est déterminée par la forme du terrain alors qu'à Pékin les maisons sont construites pour avoir la meilleure orientation solaire, en général vers le Sud.

La maison n'est pas un refuge

La maison en Chine, n'est pas considérée comme un refuge pour faire ce qu'on n'a pas fait dans la journée à cause du travail.

Le travail n'a pas le même caractère, il est un lieu de participation conscient à l'œuvre d'édification du socialisme, pour le bien-être de tous. En pays capitaliste, c'est l'exploitation qu'ils subissent qui renvoie les ouvriers dans l'isolement du logement.

La prise en charge collective

—QdP : Quand il y a des problèmes, comment sont-ils pris en charge.

—Tous les problèmes sont discutés dans l'unité de production ou le comité de quartier. La différence fondamentale c'est que l'organisation sociale collective étant ce qu'elle est, infiniment plus avancée, il est beaucoup plus facile de pallier à des manques sur le plan de la prise en charge des tâches.

—QdP : Est-ce qu'il y a des problèmes d'approvisionnement et d'équipements collectifs dans les quartiers ?

—Il y a des rues commerçantes, et également des centres commerciaux composés d'un magasin général pour la vie courante et dans lequel on trouve de tout, et des magasins spécialisés : photographe, restaurant... ateliers de réparation et en plus il y a des voitures qui viennent dans les quartiers pour vendre des légumes ou autre chose, il s'agit de commerçants d'Etat. Les crèches, les jardins d'enfants sont en général très développés.

PÈKIN : LA VILLE AUX 20 MILLIONS D'ARBRES

- En 1949, il y a en Chine, 400 millions d'habitants, il y en a aujourd'hui près de 800 millions.
- Depuis 1966, douze millions de jeunes instruits du niveau bac ont quitté les villes pour s'installer à la campagne. L'exode rural est enrayé, la Chine populaire s'est engagée dans la désurbanisation.
- Les loyers sont établis sur la base du salaire, ils sont inférieurs à 10 % de celui-ci : environ 2,5 yuans par pièce.
- Vingt millions d'arbres, de quoi faire une belle forêt ! Et pourtant c'est à Pékin qu'ils poussent. Chaque année, on compte 600 000 plants nouveaux. (A Paris on en dénombre 100 000)
- La condition, la base de la solution de la question du logement, c'est l'abolition de la propriété privée du sol et sa collectivisation par l'Etat socialiste. Dès la Libération, l'ensemble du sol a été progressivement étatisé. Le sol n'ayant plus de valeur marchande, n'étant plus revendable, il n'y avait plus de spéculation foncière. Et le nouvel Etat, avec la maîtrise du sol pouvait établir un programme de construction répondant aux besoins du peuple.

Les petits ateliers de quartiers

Ce qui est infiniment plus développé qu'ici, c'est que dans tous les quartiers, tu as la possibilité de donner à tout moment, à faire partout dans des petits ateliers de quartier, ce que tu ne peux pas faire toi-même ou ce que tu ne veux pas faire. Tu n'as aucun problème pour aller faire mettre une fermeture éclair, mettre une pièce, des choses infimes... C'est très peu cher et tu en as à cinquante mètres de chez toi. Dans les coopératives commerciales, tu as toujours des petits ateliers de réparation de toutes sortes.

On n'hésite pas à créer un commerce s'il y a besoin social. On peut ramener de l'usine des plats tout préparés. Egalement les familles peuvent aller manger dans l'usine. On crée sur place tout ce qu peut répondre aux besoins des masses. C'est ainsi que se créent des petites usines de quartiers qui vont prendre en charge des tâches ménagères... ou bien la production d'objets d'usage courant, et le commerce n'a plus comme moteur le profit, il vise à répondre aux besoins des masses.

Les liens logement-lieu de travail

Pour la santé, il y a dans toutes les unités, un dispensaire ou une infirmerie partout et même s'il n'y a pas ceci, il y a un responsable de l'hygiène et dans les quartiers, il y a un dispensaire. Tous les travailleurs vont dans le dispensaire de leur lieu de travail. Et leurs familles peuvent y aller aussi.

—QdP : Combien de temps il faut pour aller du logement à l'usine ?

—La plupart des ouvriers sont logés par leur usine dans un rayon de cinq kilomètres au maximum.

—QdP : Est-ce que l'usine est intégrée dans la cité ?

—Oui, par exemple les membres de la famille d'un ouvrier peuvent aller se faire soigner à l'usine. Ils peuvent venir aux spectacles organisés par l'usine où il y a toute une vie culturelle et sportive. Entre usines, il y a des rapports, et aussi entre usines et quartiers, il y a le fait que les ouvriers sont détachés de la production pour participer à la direction des écoles. Toute l'activité sociale tourne autour de l'unité de production.

Les ouvriers qui participent aux comités de quartier en tant qu'ouvriers détachés de leur usine, viennent épauler les habitants pour toute une série de tâches de quartier.

—QdP : Et les problèmes qui se posent pour l'immeuble et le logement, les conflits qu'il peut y avoir, comment sont-ils pris en charge ?

—Quand il y a des contradictions, elles sont réglées au sein de l'unité. Le comité d'habitants est constitué d'habitants élus, il prend en charge un certain nombre de tâches (hygiène, entretien, administration), il est organisé au niveau du quartier, des rues, des cours. Il organise les «non-actifs» c'est-à-dire les ménagères, les retraités, sur le plan économique et politique. Il gère directement les petites usines ou les petits ateliers. C'est la prise en charge de toute la vie du quartier.

Les comités étudient la situation politique du moment, pas seulement les cadres, mais aussi les ménagères.

Tout problème existant dans un immeuble est réglé dans un comité d'habitants, où le débat entre les travailleurs est impulsé par le parti, et qui constitue vraiment l'organe de gestion collective du quartier.

DANS NOTRE COURRIER

PARMI NOS PROCHAINS REPORTAGES ET ENQUÊTES

Prochainement, dans le «Quotidien du Peuple» : «IL Y A 30 ANS, LE FRONT POPULAIRE». Etude et témoignages.

Pour que le journal en rende compte, adressez dès aujourd'hui au journal, vos souvenirs, vos témoignages, vos documents sur cette importante période de l'histoire de notre peuple : l'ampleur du mouvement de masse de l'époque, les premiers congés payés, la lutte contre le fascisme et les partis bourgeois, l'application opportunite par le PCF de la tactique de Front Uni, les leçons qu'on en tire...

Prochainement, aussi : «A LA SORTIE DU CET, QUE FAIRE ?». Quel avenir immédiat pour les jeunes qui sortent du CET, à la recherche d'un emploi ? L'importance du chômage des jeunes. Elèves de CET, professeurs de CET, parents, adressez au Quotidien du Peuple vos témoignages sur les difficultés des jeunes dans la recherche d'un emploi, sur ce que vont être les «congés» dans ces conditions... Envoyez également les statistiques dont vous pouvez disposer.

D'avance merci.
LA RÉDACTION DU JOURNAL

Communiqués

Trois semaines sur l'Amérique Latine

Dans le cadre d'une animation concertée de la Ville Nouvelle de Cergy Pontoise, les MJC d'Osny, Pontoise, les Maisons de quartier des Louvrais, Marcouville, les Touleuses, les Antennes d'Accueil de Cergy Nord et Menucourt, le Centre d'Animation Culturelle, la Base de Loisirs de Cergy et le CAIM d'Eragny, organisent *trois semaines d'information sur l'Amérique Latine* du 21 mai au 13 juin 1976, avec la participation de France Amérique Latine.

Sont prévues des soirées théatre, chansons, cinéma, débats, des expositions d'œuvres originales d'artistes latino-américains, photos, livres, artisanat.

Les personnes qui souhaitent participer sont invitées à se manifester auprès de la Maison pour Tous MJC Pontoise : 7, place du Petit Martroy Jardin de la Ville - tél. 464.12.04 tous les jours de 14 à 19 heures (sauf dimanche et lundi).

Maison pour tous MJC Pontoise-7,place du Petit Martoy
95 300 Pontoise

Lyon : cinéma du Tiers Monde au «Familia»

Une salle de quartier, le *Familia*, qui passait jusque là des films de karateka ou des films égyptiens à l'eau de rose, change actuellement de programmation, de destination. Elle se consacre désormais à la diffusion du film arabe d'art et d'essai et par extension du cinéma originaire du Tiers Monde. Au *Familia*, chaque film passe au moins une semaine, tous les jours, du lundi au lundi suivant.

LE MOINEAU : film de Y. Chahine (1972), la guerre des six jours, le rôle de Nasser, la réaction du peuple égyptien.

Du lundi 31 mai au mercredi 2 juin à 22 heures
LE CHARBONNIER : film de Bouamari (1972), un charbonnier envahi par le gaz, son rapport avec sa femme, ses gosses. C'est aussi la réforme agraire en Algérie.
Du lundi 31 au mercredi 2 juin à 20 heures
Jeudi 3 à 20 heures et 22 heures
vendredi 4 juin à 15 heures et 22 heures
samedi 5 juin, dimanche 6 à 17 heures 30
du lundi au mercredi 9 juin à 20 heures, 22 heures

AU FAMILIA - CINEMA
Prix des places : 6,50 francs
262, Rue Duguesclin 69 003 - Lyon, tél. 72.88.91.

«5 heures contre le chômage»

Demain 3 juin, de 18 à 23 heures à la MJC de Montrouge (rue Racine - 92) :

«5 HEURES CONTRE LE CHÔMAGE»
- film-débat sur la lutte de Darboy
- Sketches et chansons du comité de chômeurs de l'UL-CFDT de Montrouge
- Exposition permanente sur le chômage

Cette soirée est également destinée à faire la synthèse des «10 jours de lutte contre le chômage» organisé par le comité de chômeurs de l'UL-CFDT de Montrouge avec le soutien de la section syndicale CFDT-ASSEDIC-92, les groupes femmes de Montrouge, le comité de lutte des lycéens du Fort-Montrouge, des travailleurs de l'imprimerie Draeger...

LE TIERS MONDE A CANNES : 5,8%

Le festival de Cannes est un festival international et libéral qui, semble-t-il, ne se réfère qu'à des critères purement cinématographiques dans le choix des œuvres. Il est cependant étonnant de voir cette tribune professer un double langage.

C'est au moment où le cinéma occidental «officiel» montre des signes d'essoufflement que l'on prétend s'ouvrir aux «jeunes nations» et qu'en même temps l'on tamise sévèrement les films du Tiers Monde pour n'en retenir que les œuvres peu ou pas gênantes pour la bonne conscience de l'Occident.

Et c'est ainsi que dans toutes les manifestations officielles, seuls quatre ou cinq films représentent le Tiers Monde sur un ensemble de plus de 80 films. On atteint là la plus large ouverture du «goulot».

PARLONS CINÉMA

Si, pour légitimer la présence des films du Tiers Monde, les différentes commissions utilisent des critères d'affinité politique, souvent en contradiction avec les préoccupations de ces «jeunes nations», nous constatons par ailleurs qu'elles font abstraction de critères cinématographiques, comme si nos films (arabes et africains) n'étaient que des documents bruts.

C'est ainsi que les années précédentes on a vu écarter des manifestations officielles : *Les Dupes* de Taoufik Salah, *Kafr Kassem* de Borhan Alaouie, *Sejnane* de Ben Ammar, *La guerre du pétrole n'aura pas lieu* de Ben Barka. Et cette année, comme il se doit, *Les ambassadeurs* de Naceur Ktari rejoint le lot des films du Tiers Monde qui dérangent. Selon leur critère, les vérités sont bonnes à dire... mais en tout cas la réalité n'a pas encore droit de cité. *«Maintenant que nous avons choisi le film du Tiers Monde, parlons cinéma»,* disait quelqu'un de la Semaine de la Critique. Que vive le cinéma de la critique-marketing !

Décidément, on ne nous permettra d'être présents à Cannes qu'à la condition de répondre à leurs normes de valeur, de n'être pas nous-mêmes, d'éviter ce qui touche leur malheureuse sensibilité, d'être des *«Arabes et des Africains de service»* bons à exposer tous les 25 ans. Nous prenons rendez-vous pour l'an 2 000 !

Il est temps de revoir le mythe de Cannes, de repenser à mieux doter le Tiers Monde d'une représentativité à la mesure de ses espoirs et de ses potentialités créatrices. Il faut dire que la prospection est rachitique dans le plus gigantesque festival de cinéma du monde. Mais le gigantisme est une anomalie douteuse. Décidément Toulon, Royan, Grenoble sont les festivals de l'avenir.

Union des Critiques Arabes du Cinéma (Bureau Européen)
Paris-Cannes, 22/05/76

Bureau Européen
c/o AFCAE
22, rue d'Artois
75 008 Paris

Soutien aux inculpées du MLAC d'Aix-en-Provence

«Soutenons les inculpées du MLAC»

«Pour avoir avorté une mineure, à sa demande, 6 femmes du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception d'Aix-en-Provence, sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine. *Mercredi 2 juin, elles passent à nouveau devant le juge d'instruction au Palais de justice d'Aix à 14 heures.*

Pour manifester notre soutien aux 6 femmes inculpées, rendez-vous à 14 heures au Palais de justice. Une fête pour les enfants, et un goûter sont prévus avec la participation des «Blaguebolles» (clows de la région).

Une conférence de presse aura lieu mercredi après-midi.

Nous avons appris que six femmes du MLAC d'Aix-en-Provence sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine. Elles sont inculpées parce qu'elles ont pratiqué l'avortement d'une mineure de dix-sept ans à sa demande et que ses parents ont porté plainte ; elles risquent dix ans de prison puisque la nouvelle loi suspend la loi de 1920 pour cinq ans et dans certains cas seulement.

Nous estimons que cette inculpation est scandaleuse parce que cette jeune fille n'avait aucune solution dans le cadre de la loi étant donné que ses parents n'étaient pas d'accord. Elle se trouvait d'ailleurs dans une situation qui ne lui laissait pas vraiment d'autre choix.

Elle nous paraît d'autant plus scandaleuse que la loi de Mme Veil est en grande partie une illusion : un certain nombre de femmes sont exclues de son application, le délai de huit jours pour prendre une décision, la longueur des démarches empêchent un grand nombre de femmes d'en profiter. Et de toute façon, tout est fait pour les dissuader de décider librement d'avorter ou non. Sans compter le fait que son application se heurte toujours à beaucoup d'obstacles.

Elle nous paraît aussi scandaleuse parce que tout le monde sait bien qu'en France il n'y a aucune information réelle en matière de contraception.

Nous tenons à faire savoir que nous approuvons entièrement les objectifs du MLAC d'Aix-en-Provence ; que les femmes prennent en charge elles-mêmes leur contraception et la question de l'avortement ce que la loi ne permet évidemment pas.

LYON : École nouvelle : patron traditionnel

L'école nouvelle, place St Anne à Lyon (3e) est une école privée non confessionnelle, elle dépend d'une association à but non lucratif (type 1901).

Quatre institutrices et la directrice siègent au conseil d'administration dont les parents d'élèves sont membres. Des divergences sont apparues au sein de l'équipe enseignante en particulier sur un barème hiérarchisé en fonction des revenus, sur l'entrée d'un panneau syndical à l'école et sur la remise en cause du rôle dirigeant de la directrice.

A ces divergences, la directrice répond en faisant entériner le licenciement de deux institutrices par le conseil d'administration ; les deux institutrices restantes soutiennent leurs camarades et se font mettre à la porte à leur tour ainsi que les parents d'élèves prenant position contre les licenciements. La direction essaye de faire fonctionner l'école par des mères d'élèves qui ont voté pour les licenciements ; elle fait évacuer les grévistes de l'entrée de l'école par la police.

Depuis le 16 février, la SEPR-CFDT mène la lutte pour la réintégration des quatre licenciées. (SEPR : Syndicat de l'enseignement privé du Rhône).

Ce conflit met à jour la situation des salariés d'associations régies par la loi de 1901 : aucune sécurité d'emploi, remise en cause du droit de grève puisque les associations peuvent licencier des grévistes en toute légalité.

Les licenciements à l'Ecole Nouvelle ne sont pas un fait isolé. Nombreux sont les éducateurs, les travailleurs sociaux et les enseignants licenciés par de telles associations. Ceci montre l'importance de la lutte à l'Ecole Nouvelle.

Bureau de Presse-Lyon
le 30/5/76

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cédex 19

CCP n° 23 132 48 F paris
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris
Distr. par les NMPP - CP : 56942

ENFANTS

LA CONFECTION DES MARIONNETTES

Les marionnettes sont un moyen simple, peu coûteux, facile à mettre au point, pour faire des mimes, représenter des personnes, exprimer des scènes avec souvent beaucoup d'humour donnant libre cours à l'imagination populaire. Les marionnettes ont acquis une grande audience parmi les enfants aussi bien que chez les adultes. C'est le cas dans certains certains pays comme la Chine où des jeux de marionnettes servent à représenter les luttes du peuple. C'est vrai aussi en France : par exemple à Lyon, où les sketches de Guignol sont célèbres.

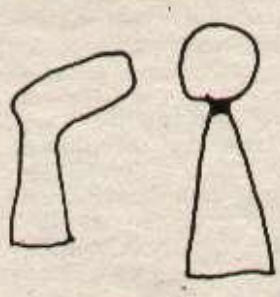
MARIONNETTES AVEC UNE MOUFLE, AVEC UNE CHAUSSETTE, AVEC UN GANT DE TOILETTE

Tu as sûrement chez toi de vieilles moufles. Prends-les, mets-les. Ne penses-tu pas que nous pourrions créer de très jolies marionnettes ? En leur ajoutant des cheveux, des yeux (boutons), une bouche ; peut-être même un tablier ou un chapeau ?

Comme nous tous, tu dois probablement user tes chaussettes. Certaines, malgré qu'elles soient reprisées ne tiennent pas le coup et sont bonnes à jeter. Surtout, garde-les.

Regarde comment nous allons transformer l'une d'elles

Tu bourres le bout de vieux chiffons pour former la tête et tu refermes avec un élastique.



Tu donnes 2 coups de ciseau dans la robe et ta marionnette a deux bras.

A toi maintenant avec tous ces éléments, d'élaborer à partir d'une moufle, d'une chaussette, d'un gant, des personnages.

Si tu as des idées d'activités à proposer, écris pour que tous les copains en profitent.

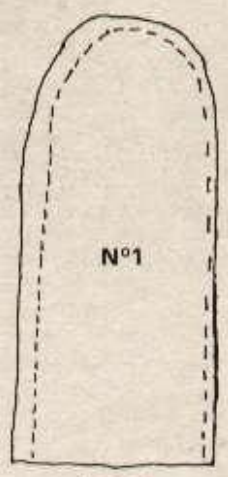
MARIONNETTE A DOIGT EN FEUTRINE

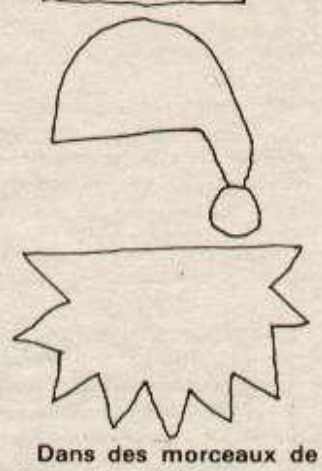
MATÉRIEL NÉCESSAIRE

- aiguille
- fil
- colle
- ciseaux
- feutrine

Pour faire ces petites marionnettes, il vaut mieux utiliser de la feutrine car celle-ci ne s'effiloche pas comme les autres tissus et, c'est aussi beaucoup plus joli.

Pour obtenir un PETIT BONHOMME, comme celui-ci, découpe en double dans du tissu le patron n°1. Couds les deux parties comme te l'indique le pointillé.

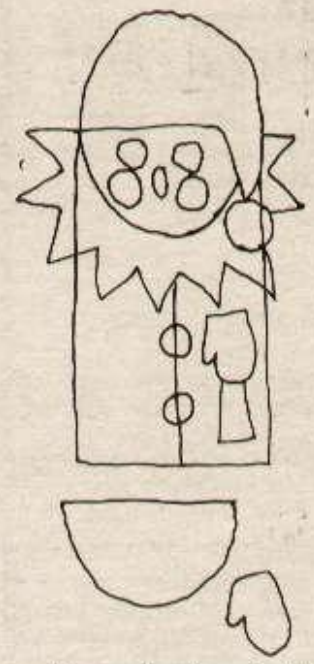




Dans des morceaux de tissus, de différentes couleurs, découpe les autres éléments : le chapeau, la collerette, la tête. Colle ceux-ci sur ta partie n°1. Rajoute ensuite les éléments manquants.

Ton bonhomme est terminé. Passe-le sur ton doigt.

En prenant pour base ton patron n°1, tu peux maintenant fabriquer seul, d'autres personnages. Ne serait-il pas amusant de créer d'autres personnages ? De jouer un petit spectacle avec les copains ?



Ces marionettes à doigt sont vendues dans le commerce : 12 F pour trois personnages.

Feutrine - Sachet 12 morceaux 24 × 30 de différentes couleurs - 17,35 F.

Adresse :
Librairie du Scarabée
3 rue Montagne
Sainte Geneviève
75005 Paris

Programme Télé

MERCREDI 2 JUIN

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête : les Devaries
22 h 00 - Tziganes sans frontières
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'homme de fer
21 h 30 - C'est-à-dire
23 h 00 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le diabolique docteur Mabuse film allemand de Fritz Lang (1960)
22 h 10 - Journal

Au cours de l'émission «C'est-à-dire», ce soir sur Antenne II, Séguy doit aborder notamment les sujets suivants :

- la vie et l'action de la centrale syndicale la plus représentative ;
- quelle sera l'attitude de la CGT avec la gauche au pouvoir ;
- l'allocution de Giscard,
- le Congrès de la CFDT.

Sur le premier point, n'en doutons pas, ce sont les thèmes de «la campagne pour les trois millions d'adhérents» que Séguy veut largement exposer. Nous suivrons particulièrement le développement du second point qui peut réserver quelques surprises. Pour le reste, on connait déjà l'habituel discours, les belles paroles qui ne coûtent pas cher.

feuilleton HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :
Après la séance de cinéma organisée par le Service d'Action psychologique diémiste, le pêcheur Tu Rau rentre chez lui, avec Ca My dont la mère, madame Ca Xoi loge chez Tu Rau.

41 éme ÉPISODE
CHEZ TU RAU

Il alla chercher une natte qu'il étendit au milieu de la pièce.

- Couchez-vous toutes les deux ici.

Il vint ensuite auprès du feu qui couvait, souffla dessus et roula une cigarette.

- Une semaine qu'ils sont là, et personne ne peut les souffrir, dit-il. Mme Ca Xoi, restez ici avec Ca My, vous n'avez rien à craindre. A leur départ, on vous construira un nouveau toit. A la prochaine saison, on vous donnera ce qu'il faut pour les semailles.

- J'ai encore mes bras, j'ai encore vous autres. Je ne me fais pas de souci. Seulement...

Elle hésitait longuement avant de continuer :

- Je souffrais quand il était vivant. Mais je souffre aussi quand il est mort.

Tu Rau regarda Mme Ca Xoi et comprit les tortures de la malheureuse.

- N'y pensez plus, Mme Ca Xoi. Faites comme si vous n'avez jamais eu de fils. C'est Muu qui l'a élevé, ce sont les Américains qui l'ont dressé pour en faire un bourreau. Il n'était plus votre fils. Je vous jure que si j'avais un tel fils, je l'aurais déjà égorgé depuis longtemps !

Mme Ca Xoi restait silencieuse. Tu Rau reprit :

- Savez-vous qu'ils projettent d'implanter ici un poste pour nous reprendre et la terre et la mer ?

- Je le savais.

- Ce serait un grand malheur.

- Xam m'avait dit, le jour même de sa mort...

- Quoi donc ?

- Que lorsqu'ils en auraient fini avec les nôtres dans la grotte, ils s'installeraient ici.

- Qu'est-ce que je vous disais ? Ils s'installeraient ici, accapareraient nos terres et percevraient les fermages ! Et on serait obligé d'acheter l'argile par mètre cube pour les poteries, comme autrefois !

Il s'enflamma et continua en montrant la mer !

- Des illusions, tout ça. Jamais on ne se laissera faire. Mon aîné a perdu un bras, mais je ne bronche pas. Je vous promets que le jour où ils construiront le poste, je m'engagerai chez les partisans. Même si tous les nôtres étaient morts dans la grotte, Hon Dat continuerait la résistance. Mais ce n'est qu'une supposition en mettant les choses au pire, car les nôtres ne peuvent pas mourir, Mme Ca Xoi !

Ca My approuva :

- Sept jours qu'ils n'ont pu forcer la grotte ! Tous les hamacs sont réquisitionnés pour évacuer leurs morts et leurs blessés !

- A ce train-là, ils ne peuvent que plier bagages. Tous démoralisés, les soldats. Et la population à chaque rencontre leur adresse des menaces. Ils tremblent de peur. Demain, j'irai voir...

Ca My s'approcha de Tu Rau et lui chuchota :

- Pour aller ravitailler les nôtres en vivres, n'oubliez pas de penser à moi.

Demain, j'irai voir (...).

Il détacha les amarres. La nuit était encore noire. Les vagues s'agitaient, noyées dans le brouillard. Tu Rau conduisit sa barque en se disant : «J'ai laissé passer la marée, la pêche doit être abondante maintenant !».

Il approcha l'embarcation des pieux, prit l'épuisette et se dirigea vers l'avant. Il n'y avait presque plus d'eau dans l'enclos. Des poissons en quantité. Ils filaient comme des flèches, se projetaient en l'air. S'arc-boutant, Tu Rau puisa à plein filet dans le tas. Il avait les bras rompus lorsqu'il vit que plusieurs grosses pièces cherchaient désespérement à fuir. Il enfonça plus profondément son épuisette.

A ce moment, quelque chose vint de l'extérieur heurter lourdement l'ilnstallation et coula le long des pieux. Croyant avoir affaire à une pièce rare, Tu Rau retira son épuisette pour laisser le poisson s'introduire dans le piège. Mais non la chose s'accrocha à un pieu et vira sur elle-même. Ce n'était pas un poisson. Tu Rau enfonça son épuisette au petit bonheur. Mais ça ne prenait pas. C'était glissant et pesant. Il s'agenouilla et attira la chose vers lui.

(à suivre)

le quotidien du peuple

OU VA L'ALLEMAGNE

La prison de Stammheim ; à l'image du régime.

Les prisons allemandes

LES CAGES À TIGRE DE Mr SCHMIDT

En RFA, la peine de mort est abolie. Ce qui n'empêche pas qu'on meurt dans les prisons, et que ces meurtres sont scientifiquement organisés par les organismes pénitentiaires qui dépendent du gouvernement. La mort récente d'Ulrike Meinhof a secoué l'opinion de notre pays. Mais c'était le troisième membre de la «Fraction Armée Rouge» (RAF) à mourir en prison ! Parallèlement à cela, les prisonniers de droit commun (pour l'instant eux seulement) sont invités à se soumettre à des opérations médicales pour détruire leurs «centres d'agressivité» ! L'un d'eux vient de mourir sur la table d'opération. Décrire où va l'Allemagne, c'est aussi décrire les prisons qu'elle s'est donnée, et le système pénitentiaire qui les régit.

Le régime nazi s'est illustré par les pires tortures qu'il infligeait à ses prisonniers, à tous ceux qui s'opposaient courageusement à sa politique et qui tombaient entre ses mains. Est-ce que, parce que la torture perpétrée dans les prisons de Schmidt et de Brandt est moins extensive et ne souille pas directement ses auteurs du sang de leur victime, qu'elle doit être tue ?

C'est pourtant un peu le lâche raisonnement tenu à l'intérieur du SPD par un certain nombre de militants qui en désaccord avec la politique pénitentiaire perpétrée par le gouvernement social-démocrate couvrent ses exactions. De l'opposition démocrate-chrétienne à la social-démocratie bien pensante, un consensus extrêment lourd est imposé ; il se résume à peu près à ceci : qui dénonce les conditions de détention des «terroristes», est un terroriste lui-même. Avec de telles méthodes, les medias sont arrivées complètement à taire les conditions de détention de la RAF (Fraction Armée Rouge), la justice à poursuivre pour calomnie de l'Etat allemand, ceux qui dénonçaient les conditions de détention ; et beaucoup d'Allemands doutent aujourd'hui de la véracité des faits. Ils pensent qu'il s'agit de calomnies construites par l'étranger : le chancelier Schmidt lui-même ne disait-il pas avec désinvolture à propos des avocats étrangers (dont ceux du M.A.J.) venus assister au procès de Stuttgart pour dénoncer les conditions de détention : *«Ces soi-disant avocats venus critiquer notre système...»* !

PRIVATIONS SENSORIELLES

Que d'efforts de la part des dirigeants de Bonn pour masquer la politique scientifique de destruction des détenus mis au point dans les prisons de la RFA ! Parce que ce que fait Monsieur Schmidt en silence, c'est ce que Strauss, le chef de file ultra réactionnaire de l'aile bavaroise de la CDU, a crié tout haut qu'il ferait à propos des gauchistes, s'il arrivait au pouvoir : *«Nous ferions en sorte pour qu'un bandit n'ose ouvrir sa gueule en Allemagne pour le reste du siècle»*.

La torture mise au point dans les prisons de la RFA, porte un nom : la privation sensorielle. Ce n'est pas le simple résultat, comme le prétend le gouvernement Schmidt, de conditions de détention simplement plus poussées pour éviter que les prisonniers politiques puissent s'échapper. Non ! La privation sensorielle, c'est précisément l'aboutissement de recherches précises dans un institut psychiatrique de Hambourg depuis 1971. Ces recherches menées avec l'aide du gouvernement allemand et de l'OTAN ont disposé d'une bourse de près de 5 millions (lourds) de francs !! Elles étaient menées, entre autres, (et elles le sont toujours !) dans le but de détruire la personnalité du patient, d'examiner comment il réagit à l'isolement du monde extérieur, de mesurer avec quelle rapidité s'éteignent leurs réflexes...

LES CAGES A TIGRE DE MONSIEUR SCHMIDT

La privation sensorielle, c'est la transposition sur le plan du cerveau des tortures pratiquées par les bourreaux yankees fantoches dans les cages à tigre de Poulo Condor. Les cages à tigre enfermaient les détenus dans un espace suffisamment clos pour priver complètement le corps des mouvements habituels dont il a besoin pour s'entretenir : ce qui conduisit à des atrophies musculaires, déformations osseuses, ankyloses définitives des articulations... La privation sensorielle, c'est la cage à tigre pour les sens de l'homme.

Les sens de l'homme perçoivent en premier lieu les changements de l'environnement et leur équilibre normal exige l'enregistrement continu de ces changements : bruits, lumière... En privant les sens de ces points de repères (bruit des pas, de portes qui s'ouvrent, se ferment, de voix, lumière du jour qui évolue et alterne avec la lumière artificielle...), on arrive à atrophier dans le cerveau les zones d'enregistrement de ses perceptions sensorielles. Du coup l'introduction brusque à des moments donnés de modification de l'environnement a des conséquences amplifiées sur le comportement : colère, peur, abattement prolongé...

Fort du résultat de ces recherches, les geôliers allemands ont construit ces cages à tigre pour la privation sensorielle. Elles ont été plusieurs fois décrites : cellules assourdies, atténuant considérablement les bruits extérieurs. Murs uniformes, avec interdiction de coller des affiches ou des papiers dessus pour rompre leur monotonie. Eclairage artificiel, continu jour et nuit. Suppression de toutes les installations mobilières. Retrait des vêtements et utilisation des camisoles pénitentiaires... Réveil régulier toute la nuit. Ces mesures ne sont d'ailleurs pas forcément toutes appliquées en même temps : un savant dosage est effectué en fonction du prisonnier, de ses réactions.

Face à ces conditions les prisonniers politiques ont résisté, ils ont mené des luttes. La réponse du gouvernement a été de démettre leurs avocats qui représentaient leur lutte, qui faisaient connaître les conditions de détention à l'extérieur. C'est ainsi que la RFA a franchi un pas supplémentaire en faisant réformer le code de procédure pénal pour détruire les droits de se défendre, dévolus à chaque prisonnier. Nous en traiterons demain.

MODIFICATION DES TEMPÉRAMENTS

OPÉRATION CHIRURGICALE SUR LES PRISONNIERS

La destruction par opération chirurgicale, d'une partie du cerveau, chez ceux qui ne se plient pas à l'ordre établi de la bourgeoisie allemande ! Ce n'est pas de la science fiction mais, une menace bien réelle aujourd'hui en Allemagne Fédérale.

La mort de Jürgen Bartsch, a révélé l'existence d'une nouvelle méthode d'opération en Allemagne. Mort lors d'une castration à laquelle on l'avait poussé, il avait d'abord été soumis à une opération «stéréotactique». En quoi consiste cette opération pratiquée dans les hôpitaux universitaires de Göttingen, Hambourg et Homburg Saar. Il s'agit de la destruction d'une partie du cerveau (l'hypotalamus) où, selon les médecins, serait localisé le centre de la sexualité. Une sonde est introduite qui envoie un bref choc électrique détruisant ainsi 45 mm^3 de la substance cérébrale. Aujourd'hui, on applique ces opérations sur des délinquants jugés anormaux dans leur comportement social, notamment dans le domaine sexuel. En guise de «traitement», des hommes sont ainsi mutilés à vie ! Le fait que soit mis en avant le comportement social pour justifier de telles opérations chirurgicales, montre le danger à venir : toute personnne n'ayant pas le comportement social voulu par la classe dominante en Allemagne ne risque-t-elle pas le même genre de traitement ?

Ce genre d'opérations ne date pas d'aujourd'hui. Elles se basent sur des expériences faites par les nazis à la seule différence que les chirurgiens fascistes avaient détruit trois mille fois plus de substance cérébrale lors d'une intervention.

Aux États Unis, à la fin des années 60, lors des manifestations violentes notamment contre la guerre au Vietnam, certains neurochirurgiens américains avaient proposé d'examiner des manifestants particulièrement violents sur des troubles mentaux et éventuellement de les «libérer» de leur agressivité par une opération. Face à une vague de protestations, ils ont dû abandonner ce projet

Ce sont notamment ces opérations dans les hôpitaux de RFA qui servent à la mise au point des méthodes opératoires. Interrogés, les chirurgiens de Homburg font valoir qu'à leur avis, l'opération ne pose techniquement aucun problème, mais qu'il est difficile d'imaginer des millions de gens sur des tables d'opération mais, qu'il est facile par contre, de les influencer avec les moyens que possèdent la psychologie et la chimie modernes.

Une réponse qui en dit long !

L'opération du cerveau sur un détenu en RFA, pour modifier son comportement.

Lettre d'une détenue politique

Le sentiment que la tête explose, le sentiment qu'en fait la boîte crânienne va se casser, exploser.

Le sentiment qu'on te rentre de force dans la mœlle épinière dans le cerveau.

Le sentiment que le cerveau se ratatine comme un pruneau.

Le sentiment que tu es sans cesse sous tension sans que cela se voie et que tu es téléguidé.

Le sentiment qu'on te démolit les associations d'idées.

Le sentiment de pisser ton âme comme quand on ne peut pas se retenir.

Le sentiment que la cellule bouge -tu te reveilles, tu ouvres les yeux - la cellule bouge, l'après-midi quand le soleil brille, elle s'arrête tout d'un coup. Tu ne peux pas te débarrasser de ce sentiment que tu bouges.

Tu ne peux pas savoir pourquoi tu trembles : de fièvre ou de froid.

Tu ne peux pas expliquer pourquoi tu trembles, tu gèles.

Pour parler à voix normale, il faut des efforts comme pour parler très fort, il faut presque gueuler.

Le sentiment de devenir muet.

Tu ne peux plus identifier le sens des mots -tu ne peux que deviner - l'usage des sifflantes - s, ss, tz, sch - est absolument insupportable.

Les gardiens, la visite, la cour semblent de celluloïd - maux de tête -flasches.

On ne peut plus contrôler la syntaxe, la grammaire.

Quand tu écris deux lignes, et à la fin de la deuxième ligne, tu ne peux pas te rappeler le début de la première.

Le sentiment qu'on se consume de l'intérieur, le sentiment qui si tu disais ce qui se passe, si tu lâchais cela, cela sifflerait comme de l'eau bouillante à la figure de l'autre comme par exemple l'eau bouillante qui le brûle pour la vie, le défigure.

Une agressivité démente, pour laquelle il n'y a pas de soupape.

C'est le plus grave, la conscience claire qu'on n'a aucune chance de survivre, l'échec total, pour faire passer cela, le faire comprendre à d'autres.

Après les visites, c'est le vide. Une demi-heure après, tu peux seulement reconstituer mécaniquement si la visite a eu lieu le jour même ou la semaine précédente.

Se baigner une fois par semaine, cela signifie, au contraire, se détendre pour un moment, se reposer, cela ne dure aussi que quelques heures.

Le sentiment que le temps et l'espace sont imbriqués l'un dans l'autre.

Le sentiment de se trouver au milieu de miroirs déformants, de tituber...